

Commission
européenne



European
Commission

Commission
de l'Union Africaine



African Union
Commission

Rapport final
Proceedings

FORUM **MEDIA**

& Développement
& Development

OUAGADOUGOU
11-12-13 | 09 | 2008
<http://media-dev.eu>

Rapport final Proceedings

La présente publication est publiée en français et en anglais
par la Commission européenne

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont
disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>)

© Communautés européennes, 2008
Reproduction autorisée moyennant mention de la source

Imprimé en Belgique, novembre 2008

This publication has been published in English and French
by the European Commission

A great deal of additional information on the European Union is
available on the Internet. This can be accessed through the Europa
server (<http://europa.eu>)

© European Communities, 2008
Reproduction is authorised provided the source is acknowledged

Printed in Belgium, November 2008



C'est à Ouagadougou,
du 11 au 13 septembre 2008,
que s'est tenu le Forum
«MEDIA & Développement»
organisé conjointement par
la Commission de l'Union Africaine
et la Commission européenne,
en partenariat avec le Commonwealth,
la *Comunidade dos Países de Língua Portuguesa* (CPLP) et
l'Organisation internationale
de la Francophonie (OIF)

Cérémonie d'ouverture

Une ouverture sous le signe de la diversité culturelle
La cérémonie officielle d'ouverture du Forum s'est déroulée sous le haut patronage du Chef de l'Etat, S.E.M. Blaise Compaoré, Président du Faso, Président du Conseil des Ministres, accompagné des plus hautes autorités du pays hôte.

Avec des allures solennelles et festives, l'ouverture du Forum a été marquée par la présence effective de Jean Ping Président de la Commission de l'Union Africaine et du Commissaire de l'Union européenne en charge du Développement et de l'Aide humanitaire, Louis Michel. Elle a vu aussi une forte participation de la communauté diplomatique en représentation au Burkina Faso. De nombreux universitaires, des experts et des professionnels des médias venant d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs y ont également participé.

Les discours officiels ont démarré avec le mot de bienvenue du Maire de la ville hôte, **Simon Compaoré**. Ses propos, émaillés de paroles poétiques sur un ton prophétique, ont surtout insisté sur la ville d'accueil qui abrite l'événement historique: la rencontre de l'Europe

Ouagadougou was the venue,
from 11 to 13 September 2008,
for the MEDIA & Development Forum
sponsored jointly by the African Union
Commission and the European Commission,
in partnership with the Commonwealth,
the *Comunidade dos Países de Língua Portuguesa* (CPLP) and
the *Organisation internationale de la Francophonie* (OIF).

Opening ceremony

A ceremony focusing on cultural diversity
The official opening ceremony of the Forum was held under the high patronage of the Head of State, **His Excellency Mr Blaise Compaoré**, President of Burkina Faso, President of the Council of Ministers, accompanied by the highest authorities of the host country.

The solemn but festive opening ceremony was distinguished by the presence of Jean Ping, President of the African Union Commission, and Louis Michel, European Union Commissioner for Development and Humanitarian Aid. The diplomatic community of Burkina Faso was also present in large numbers, along with many academics and media experts and professionals from Africa, Europe and beyond.

The official speeches opened with a word of welcome from the Mayor of the host city, **Simon Compaoré**. His remarks, punctuated by poetic and visionary touches, focused on the city hosting this historic event: the meeting between Europe and Africa to discuss media and development. The Mayor of Ouagadougou commented on the theme of the gathering, expressing the hope that



■ BERNARD PET

■ TERTIUS ZONC

■ MACTAR SILL

et l'Afrique pour des échanges sur «médias et développement». Le thème à l'ordre du jour n'a pas manqué de susciter des commentaires de la part du Maire de Ouagadougou qui a exprimé à la fois son espoir et son espérance de voir les résultats des travaux se concrétiser, afin que «de nouveaux jours meilleurs se lèvent sur les relations entre l'Afrique et l'Europe et surtout sur les médias d'Afrique et d'Europe».

L'occasion fut ensuite donnée au Commissaire européen, **Louis Michel**, de partager sa vision optimiste d'une relation Afrique-UE «désormais fondée sur une relation d'égal à égal entre partenaires égaux en droits et en devoirs, capables de se parler, de dialoguer, de s'opposer même, sans tabou et sans arrière-pensée».

Les deux continents s'activent à écrire une nouvelle page de leur histoire commune. C'est la raison pour laquelle le Commissaire européen a surtout réitéré sa conviction que «la démocratie a besoin de tensions contradictoires fondées sur l'expression d'opinions différentes». Car, précise-t-il, «l'organisation démocratique d'une société doit permettre au pouvoir d'expliquer et de justifier mais aussi doit garantir à des contrepouvoirs de confronter, dénoncer, de s'opposer et de proposer une alternative».

C'est, en effet, en admettant la nécessité et l'existence d'une «vigilance contestatrice» que le «juste Etat» peut garantir «des élections libres, un système politique, économique et administratif responsable, une démocratie vivante, une société de progrès... ils permettent de faire progresser le développement». Le «juste Etat», selon le Commissaire européen, «peut mieux garantir la liberté des médias et assurer aux médias de proximité un essor favorable au développement local».

Il est ensuite revenu au Président de la Commission de l'Union Africaine, **Jean Ping**, de présenter les actions projetées en vue de faciliter la contribution des médias au développement et de permettre à l'Afrique et à l'Europe de relever ensemble les défis politiques, économiques et stratégiques de notre époque.

Pour Jean Ping, en effet, la «rencontre doit être l'occasion de réfléchir concrètement aux voies et moyens d'un appui accru à ces médias pour leur permettre de s'acquitter plus effectivement de leur mission, qu'il s'agisse de financement, de formation, de l'amélioration des contenus des programmes». Il a rappelé, à cet effet, le programme de formation de journalistes africains dans le domaine des sciences et techniques. Ce programme



— AMOS TINCANI

its work will be translated into action so that “a new dawn will rise on relations between Africa and Europe and especially on African and European media”.

European Commissioner **Louis Michel** then had the opportunity to share his optimistic views on Africa-EU relations “based on equality, between partners having equal rights and responsibilities, capable of speaking to each other, engaging in dialogue and even confronting each other without taboos or ulterior motives”.

The two continents are busy writing a new page in their shared history. That is why the European Commissioner reiterated above all his conviction that "democracy needs conflicting tensions based on the expression of different opinions", because "the democratic organisation of a society must allow those in power to explain and justify but must also guarantee that opposition forces can confront, denounce, oppose and propose an alternative".

Indeed, it is by recognising the need for and existence of an "anti-establishment vigilance" that "the Just State" can guarantee "free elections, a responsible political, economic and administrative system, a living democracy, a society of progress... They make it possible to

take development forward.” “The Just State”, continued the European Commissioner, “is a better guarantee of the freedom of the media and can ensure the expansion of local media, which promotes local development”.

The President of the African Union Commission, **Jean Ping**, then presented the actions planned to facilitate the media's contribution to development and to allow Africa and Europe to work together to meet the political, economic and strategic challenges of our time.

Jean Ping said the Forum should be “the occasion to ponder in practical terms the ways and means of giving greater support to these media, to allow them to perform their tasks more effectively, whether through financing, training or improved programme content.” He mentioned in this connection the training programme for African science and technology journalists, which awards African Union grants to 106 young African journalists.



FILIPPE SAWADOGO

S.E.M. BLAISE COMPAORÉ

SIMON COMPAORÉ

consiste à octroyer des bourses «Union Africaine» à 106 jeunes journalistes africains.

Concernant l'élaboration d'un cadre juridique global pour définir les devoirs et les obligations de tous les acteurs et qui tienne compte de l'impératif démocratique, le Président de la Commission de l'Union Africaine a indiqué qu'il existe en Afrique de nombreux instruments dont l'harmonisation, la mise en œuvre scrupuleuse et la vulgarisation pourraient contribuer efficacement au renforcement des capacités et au rôle des médias dans le développement.

Pour lui, en effet, il est grand temps que «l'Europe et l'Afrique travaillent plus étroitement ensemble à la promotion d'une image qui soit plus réfléctive de la complexité des processus à l'œuvre sur le terrain. En d'autres termes, il s'agit de promouvoir une image de l'Afrique qui ne soit pas seulement celles des guerres, des flux de réfugiés, de la pauvreté, de la famine et des maladies – autant de phénomènes qu'il ne saurait être question d'occulter; afin de rendre aussi compte des avancées enregistrées dans de nombreux domaines et de prendre pleinement en compte l'historicité des sociétés africaines.»

C'est enfin le Président du Faso, **S.E.M. Blaise Compaoré**, qui a situé le cadre de la rencontre. Celle-ci inaugure, en effet, une approche nouvelle de coopération entre les deux continents et matérialise la mise en place d'un partenariat stratégique décidé lors du sommet de Lisbonne en décembre 2007.

Le Forum, dira-t-il, trouve sa justification dans la nécessité de «susciter des actions concrètes au bénéfice des médias d'Afrique, vecteurs potentiels de progrès». Mais, c'est surtout au creuset du mouvement de démocratisation qu'a connu l'Afrique dans les années 90 que le Président du Faso situe la base de l'explosion médiatique dans la plupart des pays africains. Créés pour venir en appui aux médias de service public et les concurrencer dans la mise à disposition de l'information utile au développement, les médias privés ont largement contribué à instaurer un débat sur les questions d'intérêt majeur.

On the development of a comprehensive legal framework to define the duties and obligations of all the players and take the imperative of democracy into account, the President of the African Union Commission noted that many instruments in place in Africa, including harmonisation, scrupulous implementation and popularisation, could make an effective contribution to building the media's capacities and role in development.

In his view, it is high time that "Europe and Africa work more closely together to promote an image that better reflects the complexity of processes at work on the ground. In other words, the aim is to promote an image of Africa that is not simply one of wars, flows of refugees, poverty, famine and sickness - phenomena which of course must not be eclipsed – but an image that also highlights the advances made in many areas and takes full account of the historicity of African societies."

The President of Burkina Faso, **His Excellency Mr Blaise Compaoré**, then described the framework of the meeting. The Forum inaugurates a new approach to cooperation between the two continents and translates the implementation of a strategic partnership agreed at the Lisbon Summit in December 2007.

The Forum finds its rationale in the need to "serve as a springboard for practical actions for the media in Africa, which are potential vectors of progress". However, the President of Burkina Faso pointed to the democratisation movement in Africa in the 90s as the cornerstone for the rapid expansion of the media in most African countries. The private media, founded to provide support to public service media and to compete with them in disseminating information useful to development, have made a key contribution to launching debate on issues of major interest.



■ LOUIS MICHEL ■

■ FILIPPE SAWADOGO ■

■ JEAN PING ■

■ S.E.M. BLAISE COMPAORÉ ■

Mais, l'ampleur de leurs efforts est parfois contrariée par des pratiques malsaines en leur sein, telles que «la désinformation, les nouvelles calomnieuses ou insuffisamment vérifiées, l'amateurisme et la corruption». En vue de corriger ces pratiques malsaines, de renforcer la démocratie, de soutenir le développement, et de permettre aux médias d'affronter la concurrence, le Président du Faso suggère trois axes:

1. «la mise en place d'un cadre juridique garantissant la liberté d'expression, le pluralisme et la diversité des opinions et qui à la fois protège les médias et les responsabilise»;
2. «la création d'un environnement social et économique favorable au développement des médias»; et enfin
3. «le soutien indispensable des institutions de formation et de spécialisation, en raison même des mutations incessantes du secteur».

A travers un rappel succinct de l'évolution des liens entre l'Afrique et l'Europe d'une part et ceux qui structurent la liberté des médias dans ses rapports avec la démocratie, la bonne gouvernance et le développement de l'autre, le Président du pays hôte a souhaité que les travaux «inspirent des actions pouvant concourir au renforcement des médias, à la réhabilitation de l'image de l'Afrique et à une meilleure perception de l'Europe, le tout dans un esprit d'ouverture et de partenariat». C'est donc sur les nombreuses attentes que suscitent les assises du Forum qu'il a déclaré ouvert le premier Forum euro-africain sur le thème «Media et développement».

The full reach of their efforts is however sometimes undermined by unsound practices such as “disinformation, libellous or insufficiently documented reports, amateurism and corruption”. To correct such dangerous practices, strengthen democracy, support development and enable the media to deal with competition, the President of Burkina Faso suggested three lines of action:

1. “implementation of a legal framework guaranteeing freedom of expression, pluralism and diversity of opinions and which protects media while making them accountable”;
2. “creation of a social and economic environment that fosters development of the media”; and
3. “fundamental support of training and specialisation institutions, owing to the constant changes in the sector”.

The President presented a succinct overview of the evolution of ties between Africa and Europe on the one hand and those that provide structure for freedom of the media in its relations with democracy, good governance and development on the other. He called for the Forum's work to “inspire actions that can contribute to reinforcement of the media, rehabilitation of Africa's image and a better perception of Europe, in a spirit of openness and partnership”. Singling out thus the expectations of the gathering, he declared open the First Euro-African Forum on Media and Development.



GABAIPONE M. MASIRE-MWAMBA

Interventions des partenaires

Les médias au cœur de la gouvernance, de la démocratie et du développement

Après la séance inaugurale, il s'en est suivi l'intervention des partenaires du Forum: la Secrétaire générale adjointe du Commonwealth, le Secrétaire exécutif de la *Comunidade dos Países de Língua Portuguesa* (CPLP) (Communauté des pays de langue portugaise) et le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont, à tour de rôle, relevé avec éloquence la responsabilité des médias dans la bonne gouvernance, le fonctionnement d'un système démocratique et le développement économique, social et politique durable.

Le Commonwealth pour une autorégulation des médias

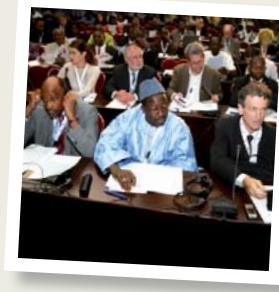
La Secrétaire générale adjointe du Commonwealth, **Gabaipone Mmasekgoa Masire-Mwamba** a, en effet, souligné d'entrée de jeu le rôle et la responsabilité des médias dans la gouvernance et son importance critique pour l'Afrique. Car, ajoute-t-elle, «une presse dynamique est à la fois le reflet du bon fonctionnement des

institutions démocratiques et le miroir du niveau de développement dans tout pays». C'est donc, en toute conscience de cette donne, que le Commonwealth fait de la promotion des valeurs que sont la démocratie, l'Etat de droit, un gouvernement issu d'élections libres, la liberté d'expression... des principes de son fonctionnement valables pour tous ses 53 membres dont 18 sont des pays africains.

Selon la Secrétaire générale adjointe du Commonwealth, le principal rôle des médias pour garantir la bonne gouvernance est d'agir comme un «chien de garde» permettant d'expliquer les enjeux de l'action gouvernementale. C'est pour cette raison qu'elle suggère en conclusion que «nos lois doivent promouvoir et faciliter un accès effectif à l'information».

L'espace lusophone, favorable à l'appropriation des nouvelles technologies et la communication sociale pour le développement

Quant au Secrétaire exécutif de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), **Domingos Simões Pereira**, il a surtout partagé sa conviction que la «communication sociale, appuyée par les nouvelles technologies, peut garantir l'accroissement et la mise en œuvre des droits



DOMINGOS SIMÕES PEREIRA



Speeches by the partners

The media at the heart of governance, democracy and development

The opening session was followed immediately by the speeches of the partners to the Forum. The Commonwealth Deputy Secretary General, the Executive Secretary of the *Comunidade dos Países de Língua Portuguesa* (CPLP) (Community of Portuguese-speaking Countries) and the Secretary General of the *Organisation internationale de la Francophonie* (OIF) (International Organisation of the French-speaking World) each eloquently highlighted the media's responsibility in good governance, the functioning of democracy and sustainable economic, social and political development.

The Commonwealth calls for self-regulation of the media

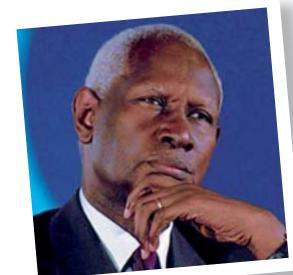
Commonwealth Deputy Secretary General **Mrs Gabaipone Mmasekgoa Masire-Mwamba** began by emphasizing the media's role and responsibility in governance and their critical importance in Africa. She added that “a vibrant media is the reflection of a functioning democracy and a mirror of the level of development of any given country”. Accordingly, the CPLP endeavours to encourage

The Commonwealth, fully aware of the role of the media, therefore makes promotion of the values of democracy, the rule of law, a freely elected government and freedom of expression the mainstay of its operating principles, valid for all of its 53 members, of which 18 are African countries.

According to the Commonwealth Deputy Secretary General, the key role of the media in guaranteeing good governance is to serve as a "watchdog" by providing explanations of the issues underlying the government's action. Accordingly, she concluded by suggesting that "our laws must promote and facilitate effective access to information".

The Portuguese-speaking world supports take-up of the new technologies and social communication for development

The Executive Secretary of the Community of Portuguese-speaking Countries (CPLP), **Domingos Simões Pereira**, shared his conviction that “social communication, bolstered by new technologies, can guarantee the expansion and implementation of basic human rights, democratic principles, good governance practices and the acceleration of social and human development processes”. Accordingly, the CPLP endeavours to encourage



Abdou Diouf

humains élémentaires, les principes démocratiques, les pratiques de la bonne gouvernance, l'accélération des processus de développement social et humain». C'est dans cette perspective que le CPLP s'efforce à susciter des organisations professionnelles qui font la promotion de l'information juste, transmise dans le respect de l'éthique, de la déontologie et l'indépendance.

Plusieurs initiatives sont prises par l'organisation au rang desquelles figure le projet de Formation des journalistes de la télévision sur le VIH/Sida, qui s'est déroulé avec l'appui de l'ONUSIDA. Cet exemple illustre bien, selon le Secrétaire exécutif du CPLP, l'exigence d'un effort conjoint des gouvernements, des organisations intervenant dans le domaine de la communication sociale, des organisations sous-régionales et des associations internationales de la société civile, pour dégager les synergies nécessaires à l'appropriation et à l'utilisation optimisée des technologies de l'information et de la communication dans le secteur des médias.

«Pas de paix sans démocratie, pas de démocratie sans liberté des médias»

Enfin, dans son allocution transmise par vidéo-projection, le Secrétaire général de l'OIF, **Abdou Diouf**, a situé l'importance du thème du Forum et des défis qu'il recouvre pour la liberté des médias, la démocratie et la paix, la bonne gouvernance et le développement. Il a partagé sa profonde conviction que «le progrès des valeurs démocratiques, la libéralisation des économies, les révolutions technologiques bouleversent le développement des médias et ses effets sur le développement politique, économique, social et culturel». C'est assurément la raison pour laquelle l'OIF demeure active dans la promotion et la mise en œuvre des valeurs collectives et universelles que sont la démocratie, la bonne gouvernance et le développement durable. Car «il n'y a pas de paix sans démocratie, il n'y a pas de démocratie sans liberté des médias et sans journalistes libres, crédibles et professionnels».



professional organisations that promote accurate information, disseminated in keeping with professional ethics and independence.

The organisation has taken a number of initiatives, including the project to train TV journalists on HIV/AIDS, organised with support from UNAIDS. This example is a clear illustration, noted the CPLP Executive Secretary, that a joint effort is required by governments, organisations active in social communication, sub-regional organisations and international civil society associations to develop the synergy needed for optimal take-up and use of information and communication technologies in the media sector.

“No peace without democracy and no democracy without freedom of the media”

Lastly, in his video address, the Secretary General of the OIF, **Abdou Diouf**, zeroed in on the importance of the Forum's theme and the challenges it implies for freedom of the media, democracy and peace, good governance and development. He voiced the deep conviction that “the progress of democratic values, the liberalisation of economies and technological revolutions are completely changing the development of the media and their effects on political, economic, social and cultural development”. The OIF consequently remains active in promoting and implementing the collective and universal values of democracy, good governance and sustainable development. Because “there can be no peace without democracy and no democracy without freedom of the media and free, credible and professional journalists”.

TABLE RONDE 1

Les médias et la gouvernance



La table-ronde n°1 sur le thème des médias et de la gouvernance était présidée par **Serge Théophile Balima**, Directeur du Centre d'expertise et de recherche africain sur les médias (CERAM). **Alfred Opubor**, Secrétaire général du Centre WANAD, en était le modérateur et **Jean-Baptiste Ilboudo**, Directeur du développement des médias au Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication du Burkina Faso, rapportait les travaux.

Y prenaient part, outre les participants, en qualité de keynote speakers et de speakers:

- **Louise Mushikiwabo**, Ministre de l'Information du Rwanda
- **Emmanuel Adjovi**, Responsable du programme MEDIA, Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
- **Eric Chinje**, Directeur des Affaires extérieures Afrique - Banque mondiale
- **James Deane**, Trust's Head of Policy, BBC World Service Trust
- **Nicholas Kotch**, ancien Chef du bureau Afrique de Reuters, Reuters Foundation
- **Jean Mino**, Directeur général, Canal France International (CFI)
- **Gaston Zongo**, Directeur IMPACT Africa, ancien

SERGE T. BALIMA

Président de l'Institut Panos de l'Afrique de l'Ouest et consultant international

Florence Lemoine-Minery, Responsable du programme Médias, GRET (France), a pris la parole en qualité de contributrice experte.

Présentation de la table ronde

En présentation de cette première table ronde, **Serge Théophile Balima** a surtout mis en exergue le lien entre médias et gouvernance. L'exercice s'est effectué à deux niveaux qui sont pour autant des postulats de base: 1) les médias entretiennent des rapports de nécessité réciproque avec la démocratie; et 2) les médias sont les régulateurs de la bonne gouvernance dans les environnements démocratiques.

Il ressort de ce double lien que les médias, en tant que vecteurs des aspirations de la société civile peuvent et doivent «contribuer au développement en incitant les citoyens à la participation, à la transparence, à la responsabilité et à l'imputabilité des pouvoirs publics». Pour y parvenir, trois fonctions majeures des médias doivent être mises en relief: 1) **la fonction civique** des médias en tant que sphère publique d'expression

ROUND TABLE 1

Media and governance



The first round table focused on the theme of media and governance. It was chaired by **Serge Théophile Balima**, Director of the African Centre for Media and Communication Expertise and Research (CERAM). **Alfred Opubor**, General Secretary of the WANAD Centre, served as moderator, and **Jean-Baptiste Ilboudo**, Director for Media Development at Burkina Faso's Ministry for Culture, Tourism and Communication, served as rapporteur.

In addition to participants, the following took part as keynote speakers and speakers:

- **Louise Mushikiwabo**, Minister for Information, Rwanda
- **Emmanuel Adjovi**, Head of the MEDIA Programme, International Organisation of the French-speaking World (OIF)
- **Eric Chinje**, Director of External Affairs and Communications for Africa, The World Bank
- **James Deane**, Trust's Head of Policy, BBC World Service Trust
- **Nicholas Kotch**, former Africa Bureau Chief for Reuters, Reuters Foundation
- **Jean Mino**, Director General, Canal France International
- **Gaston Zongo**, Director of IMPACT Africa,

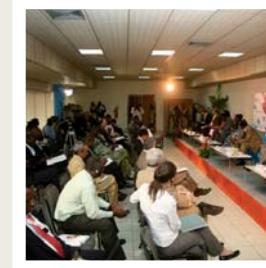
former President of Panos Institute West Africa and international consultant

Florence Lemoine-Minery, Head of the Media Programme, GRET (France), spoke as a contributing expert.

Introduction to the round table

Opening this first round table, **Serge Théophile Balima** highlighted the link between media and governance. The exercise takes place at two levels which serve as basic premises: 1) the media maintain relations of reciprocal necessity with democracy; and 2) the media are the regulators of good governance in democratic environments.

As a result of this dual link, the media, as vectors of the aspirations of civil society, can and must "contribute to development by giving citizens incentive to participate and to demand transparency, responsibility and accountability of the public powers". To ensure that they do so, three major functions of the media must be highlighted: 1) **the civic function** of the media as the public sphere of pluralistic and free expression on civic issues; 2) **the social function** of the media as a factor of social mobilisation and above all for their capacity to serve as a



NICHOLAS KOTCH

LOUISE MUSHIKIWABO

EMMANUEL ADJOVI

ERIC CHINJE

JAMES DEANE

plurielle et libre sur les questions civiques; 2) **la fonction sociale** des médias en tant que facteur de mobilisation sociale et surtout pour sa capacité de servir de vecteur de la participation citoyenne; et enfin 3) **la fonction institutionnelle** de «veille, d'observation et de contrôle des différents pouvoirs».

Le lien entre médias et gouvernance revisité

Mme Louise Mushikiwabo, Ministre de l'Information du Rwanda a défini succinctement, dans son adresse préliminaire, les rapprochements possibles et nécessaires entre les actes de gouvernance et le rôle des médias. En rappelant l'expérience des «médias de la haine» dans son pays, elle a indiqué que la gouvernance exige une transparence dans la conduite des affaires publiques au sommet de l'Etat tandis que les médias se doivent de suivre de près ce qui se passe dans la conduite des affaires publiques.

Pour Mme Mushikiwabo, le lien entre gouvernance et médias est donc de nature intense en même temps qu'il nécessite aussi bien une distance qu'un sens de la responsabilité de la part des médias. Et ceci pour les quatre raisons suivantes: 1) les médias servent de canaux de transmission de l'information entre gouvernants et gou-

vernés; 2) les médias servent également de catalyseurs du dialogue social entre les différentes composantes de la société; 3) les médias sont aussi des thermomètres des progrès effectués; et enfin 4) ils sont les garde-fous contre toutes les dérives. C'est justement pour ces quatre raisons qu'elle a suggéré que les recommandations du Forum constituent l'un des documents de base des travaux des Journées européennes.

Ensuite est intervenu **Emmanuel Adjovi**, Responsable du programme MEDIA, à l'Organisation internationale de la Francophonie. Pour lui, il ne faudrait pas que l'explosion des supports de médias tue l'émergence des organes de bonne qualité. C'est pour cette raison qu'il propose la conduite d'études sérieuses du marché des médias africains, la restructuration du marché publicitaire et la réforme du système fiscal qui affecte les médias.

Prenant également la parole, **Eric Chinje**, des Affaires extérieures Afrique - Banque mondiale, a rappelé qu'il existe plusieurs initiatives relatives aux médias et développement en Afrique. Il estime que la mise en œuvre de ces initiatives, notamment dans les domaines de l'environnement politique et réglementaire des médias, la formation et la professionnalisation, l'accès au crédit

vehicle for citizens' participation; and 3) **the institutional function** of "monitoring, observation and checks of the different powers".

The link between media and governance re-examined

Mrs Louise Mushikiwabo, Rwanda's Minister for Information, defined succinctly in her preliminary remarks the links that are necessary and possible between acts of governance and the role of the media. Referring to the experience of "hate media" in her country, she said that governance demands transparency in the running of public affairs at the highest State level, while the media have the responsibility to follow closely what happens in the management of public affairs.

The ties between governance and the media, continued Mrs. Mushikiwabo, are therefore intense; at the same time they require both a certain distance and a sense of responsibility on the part of the media. This is true for four reasons: 1) the media channel information between citizens and those who govern them; 2) the media also serve as catalysts for social dialogue between the different components of society; 3) the media are a litmus test of progress achieved; and 4) they are the safety net against abuse of all kinds. For these four reasons, she

suggested that the Forum's recommendations constitute one of the basic working documents of the European Days.

The next speaker was **Emmanuel Adjovi**, who heads the Media Programme of the International Organisation of the French-speaking World. He warned that the rapid expansion in different types of media instruments must not threaten the emergence of quality media organs. Accordingly, he suggested the need for serious studies of the African media market, restructuring of the advertising market and reform of the tax system for the media.

Eric Chinje, representing the Africa Region External Affairs Office of the World Bank, noted that there are a number of initiatives on media and development in Africa. Implementation of these initiatives, particularly in the areas of the media's political and regulatory environment, training and professionalization, access to credit for the financing of operations and the development of reliable data bases on the African advertising market, could help improve media content, he explained.

James Deane, Trust's Head of Policy, BBC World Service Trust, regretted the absence of a multilateral agency



JEAN MINO

FLORENCE LEMOINE-MINERY

GASTON ZONGO

ALFRED OPUBOR

pour le financement des opérations et l'élaboration de bases de données fiables relatives au marché publicitaire africain, pourrait contribuer à améliorer le contenu des médias.

Quant à **James Deane**, *Trust's Head of Policy, BBC World Service Trust*, il a déploré l'inexistence d'une agence multilatérale qui traite exclusivement des questions de médias et développement. Une telle agence, selon lui, permettrait de dégager des mécanismes plus appropriés de financement des médias à travers des appuis budgétaires sans influence politique, de reconnaître et d'établir les médias comme une partie intégrante du processus de développement et de bonne gouvernance et, enfin, d'assurer une meilleure coordination stratégique des actions et des acteurs intervenants dans le secteur.

Intervenant à son tour, **Nicholas Kotch**, ancien chef du bureau Afrique de Reuters, à la Reuters Foundation, s'est dit défavorable à l'intervention de l'Etat dans le secteur. Pour lui, l'Etat devrait plutôt se retirer des médias en tant qu'opérateur. Nicholas Kotch a surtout suggéré que l'Etat transforme les médias d'Etat en médias privés, restructure le marché publicitaire en vue de garantir une répartition plus équitable des revenus et, enfin, qu'il

crée un cadre juridique stable susceptible d'attirer des investisseurs.

Pour sa part, **Jean Mino**, Directeur général, Canal France International, est plutôt favorable au soutien des médias à la demande des organismes bénéficiaires et se limitant strictement à l'aspect professionnel. Un tel appui pourraît, selon lui, préparer les organismes audiovisuels à la concurrence résultant de la mondialisation et contribuer à les transformer en organismes véritablement citoyens. Pour garantir l'efficacité de l'aide internationale aux médias, Jean Mino suggère que soient considérés les médias soucieux de l'ordre public, de la stabilité de l'environnement politique et il a enfin insisté sur la prise en compte non seulement des modèles étrangers adaptables mais aussi sur l'avènement du numérique en Afrique.

C'est surtout cette dimension qui a retenu l'attention de **Gaston Zongo**, Directeur IMPACT Africa, ancien Président de l'Institut Panos de l'Afrique de l'Ouest. Pour lui, l'avenir des médias à l'ère de la convergence numérique nécessite une révision des politiques des médias, une révision des *business* modèles des médias qui ne doivent plus être basés uniquement sur la publicité et,

dealing exclusively with media and development issues. Such an agency could allow for more appropriate identification of media financing mechanisms through budget support not tied to political influence. It could also recognise and establish the media as forming an integral part of the development and good governance process and ensure better strategic coordination of actions and players in the sector.

Former Africa Bureau Chief for Reuters **Nicholas Kotch**, currently with the Reuters Foundation, said he did not favour state intervention in the sector. The state should pull out of the media as an operator. He stressed that state-run media should be transformed into private media, the advertising market should be restructured to guarantee a fairer distribution of income, and states must establish a stable legal framework to attract investors.

Jean Mino, Director General of CFI, tended to back support for the media at the request of beneficiaries and limited strictly to the professional aspect. Such support could prepare broadcast media for the competition resulting from globalisation and help transform them into real civic bodies. To guarantee the effectiveness

of international aid to the media, Jean Mino suggested that such support should focus on media concerned with public order and the stability of the political environment. It is also important to take into account not only adaptable foreign models but also the advent of the digital age in Africa.

This dimension was the focus of the remarks by **Gaston Zongo**, Director of IMPACT Africa and former President of the Panos Institute West Africa. The future of the media in the age of convergence of digital platforms calls for a revision of media policies, a revamping of media business models that should no longer be based on advertising, and a specialisation of content that goes beyond the professionalisation of media players.

Florence Lemoine-Minery, head of the Media programme run by GRET France, stressed the need to strike a balance between the role and tasks assigned to the media and their overwhelming constraints. She suggested the creation of structures for dialogue and multi-player consultation that involve the public powers, civil society and media professionals.



enfin, une spécialisation des contenus, qui ira au-delà de la simple professionnalisation des acteurs du secteur des médias.

Florence Lemoine-Minery, Responsable du programme Médias du GRET France, a enfin insisté sur la nécessité de mettre en balance le rôle et les missions assignés aux médias avec leurs contraintes écrasantes. Elle a suggéré, pour y parvenir, la création de cadres de dialogues et de concertations multi-acteurs qui impliquent les pouvoirs publics, la société civile et les professionnels des médias.

Dans l'ensemble, s'agissant du lien entre médias et bonne gouvernance, les différents intervenants ont unanimement reconnu le rôle essentiel des médias dans la promotion de la bonne gouvernance. Tous les professionnels des médias n'ont cependant pas une conscience suffisante de leur rôle. Certains journalistes se comprennent souvent avec des groupes de presse, avec des régimes ou associations politiques. C'est la raison pour laquelle les réflexions ont abouti aux recommandations suivantes, formulées lors de la séance de restitution:

1. La conscience des journalistes doit être maintenue en éveil. Parce qu'ils ont une mission délicate qui consiste entre autres à établir et à garantir une relation de confiance et de complicité entre gouvernants et gouvernés, plus particulièrement en Afrique.

2. Un engagement panafricain, un partage d'expériences et un échange de bonnes pratiques de gouvernance sont indispensables au développement des médias et à la bonne gouvernance surtout s'il se déroule dans un esprit d'ouverture permettant d'avancer et d'éviter toutes les dérives.

3. La gouvernance des médias s'impose. Il est impératif de faire bénéficier les organes public et privé d'informations d'une compétition saine, d'une gestion professionnelle et d'une émulation constructive au niveau du continent afin d'améliorer la qualité des contenus, la structure du marché et les relations entre gouvernements et médias.

4. Concernant l'indépendance et le pluralisme des médias. C'est en assurant leur autonomie économique que les médias seront véritablement indépendants de tous les pouvoirs. Un cadre juridique et institutionnel doit être envisagé en vue de susciter le désengagement progressif des gouvernements du secteur des médias. Il faut inciter les pays (africains et européens)

On the link between media and good governance, the different speakers all concurred on the essential role of promoting good governance. Not all media professionals are sufficiently aware of their role, however. Some journalists compromise themselves with press groups, regimes or political associations. The round table deliberations therefore resulted in the following recommendations:

1. Journalists' awareness must be kept on the alert, because they have a difficult task that consists, among other things, of establishing and guaranteeing a relationship of confidence and rapport between citizens and those who govern them, particularly in Africa.

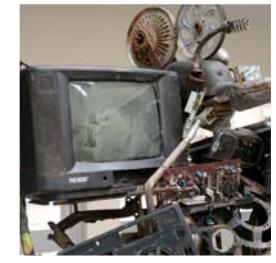
2. A pan-African commitment, experience sharing and exchange of best practice in governance are essential to development of the media and good governance, especially if they take place in a spirit of openness that allows progress and shuns abuse.

3. Media governance is a necessity. It is imperative for public and private news bodies to benefit from healthy competition, professional management and constructive emulation at continental level to improve the quality of content, the structure of the market and relations between governments and media.

4. Independence and pluralism of the media. It is only by ensuring their economic autonomy that the media can be truly independent of all powers. A legal and institutional framework must be developed for the gradual withdrawal of governments from the media sector. African and European countries should be given incentives to adopt a proactive legal framework, favourable to media pluralism and protection of the media and journalists, and allowing them to play a key role in the implementation of national good governance policies.

5. Economic viability. The media's needs in terms of financing are considerable and require external investments. A Euro-African strategy to support the media needs to be developed, one that is structured on the implementation of national and regional media support funds. This would thus provide media officials and regulatory bodies with adequate financing and enable them to comply with the principles of good governance in media bodies and reduce the impact of taxation.

6. Study, training and improvement are necessary. The participants also noted that the financing of joint studies on the media sector by African and European experts and wider dissemination of the findings of



à adopter un cadre juridique proactif, favorable au pluralisme des médias, ainsi qu'à la protection des médias et des journalistes afin de permettre à ceux-ci de jouer pleinement leur rôle dans la mise en œuvre des politiques nationales de bonne gouvernance.

5. A propos de la viabilité économique. Les besoins de financement des médias sont considérables et nécessitent des investissements extérieurs. Il importe de procéder à l'élaboration d'une stratégie euro-africaine d'appui aux médias, bâtie autour d'une mise en place de fonds nationaux et régionaux de soutien aux médias, permettant aux responsables des médias et aux instances de régulation de bénéficier d'un financement conséquent et de s'appliquer à observer les principes de la bonne gouvernance au sein des organes et de réduire l'impact des charges fiscales.

6. L'étude, la formation et le perfectionnement sont nécessaires. Les participants ont également indiqué que le financement d'études conjointes conduites par des experts africains et européens portant sur le secteur des médias ainsi que la diffusion à plus grande échelle des résultats d'études permettent de garantir l'harmonisation des politiques sous-régionales et des bonnes pratiques communes de gouvernance, de démocratie et de développement durable. Les pro-

fessionnels des médias devraient être exposés aux techniques modernes de production et de transmission de l'information surtout en matière de couverture des campagnes électorales.

7. L'inventaire des initiatives existantes sur le continent dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale en matière de médias et gouvernance. Les participants ont noté avec insistance qu'il existe plusieurs réflexions qu'il convient d'identifier et de regrouper et de traduire en projets. Les initiatives existantes sur le continent qui ont eu lieu dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale en matière de médias et gouvernance sont des points de départ que nul ne devrait ignorer.

studies could guarantee the harmonisation of sub-regional policies and best practice in governance, democracy and sustainable development. Media professionals should be exposed to modern news production and transmission techniques, especially for the coverage of election campaigns.

7. Inventory of existing initiatives on the continent in the context of bilateral and multilateral cooperation on media and governance. The participants stressed that different analytical processes exist and that they must be identified, assembled and translated into projects. Initiatives already in place on the continent, which have been implemented under bilateral and multilateral cooperation on media and governance, are starting points that must not be neglected.

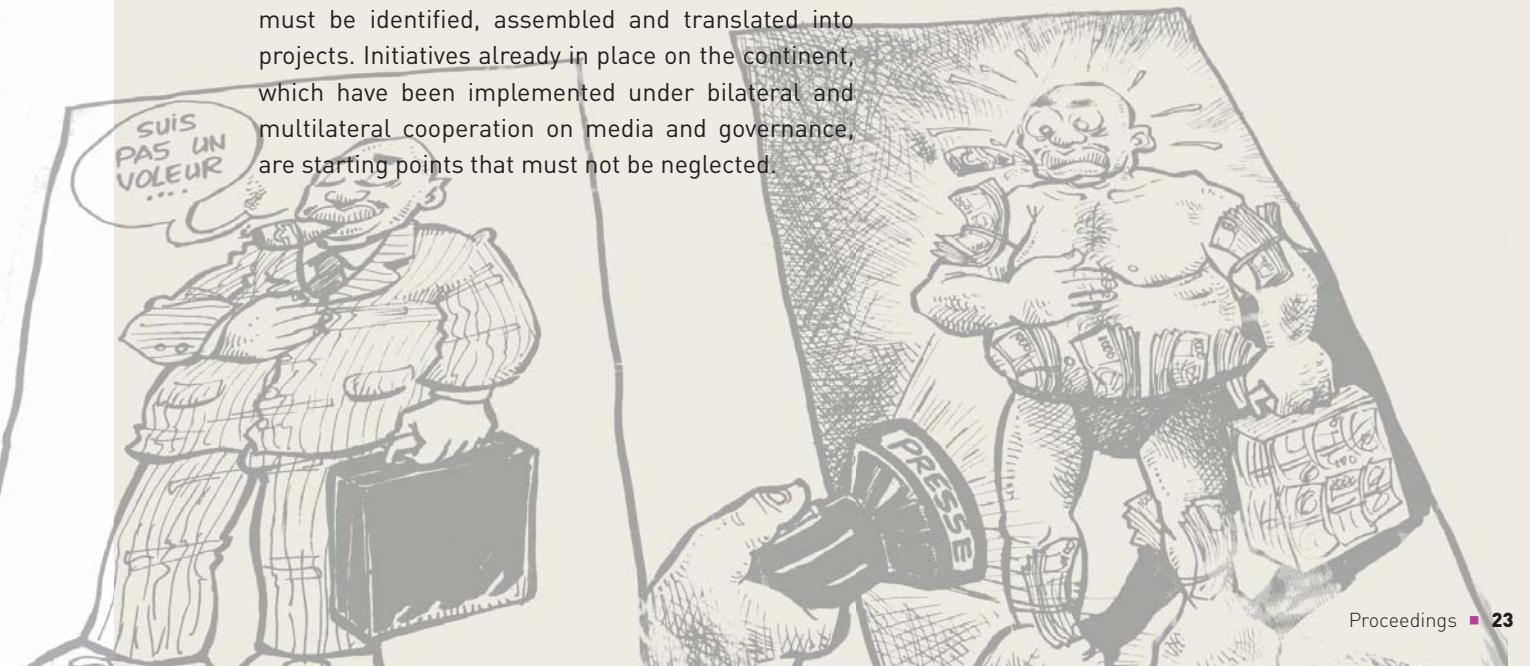


TABLE RONDE 2

La liberté des médias



La table-ronde n°2 a porté sur la question de la liberté des médias, les cadres juridiques théoriques et la réalité des contraintes multiformes qui font obstruction à son exercice sur le terrain. Elle était présidée par **Abdou Latif Coulibaly**, Directeur général de l’Institut supérieur des sciences de l’information et de la communication de Dakar (ISSIC). **Gabriel Ayité Baglo**, Directeur du Bureau Afrique de la Fédération internationale des journalistes, en était le modérateur et **Chérif Elvalide Sèye**, Rédacteur en chef de «lesafriques.com», Conseiller en communication du Président de la République du Sénégal, rapportait les travaux.

Y prenaient part, outre les participants, en qualité de keynote speakers et de speakers:

- **Filippe Sawadogo**, Ministre de la Culture, du Tourisme et de la Communication du Burkina Faso, Porte-parole du gouvernement
- **Mohamed Ben Omar**, Ministre de la Communication du Niger
- **Laurent-Charles Boyomo Assala**, Secrétaire exécutif du Conseil national de la communication et Directeur de l’Ecole supérieure des sciences et techniques de l’information et de la communication, Cameroun
- **Ibrahim Famakan Coulibaly**, Président de l’Union des journalistes de l’Afrique de l’Ouest (UJAQ) et de

l’Union nationale des journalistes du Mali (UNAJOM)

- **Jill Grinda**, Directrice distribution Monde, Euronews
- **Ridha Najar**, Professeur, Consultant international en médias et communication, Tunisie
- **Jacques Rifflet**, Directeur du Centre d’étude des Relations internationales et européennes (CERIE), Bruxelles
- **Mogens Schmidt**, Sous-directeur général adjoint pour la Communication et l’Information, division de la Liberté d’expression, UNESCO

Sébastien Agbota, Consultant international en communication, ancien Vice-président de la Haute Autorité de l’audiovisuel et de la communication (HAAC) du Bénin, a pris la parole en qualité de contributeur expert.

Présentation de la table ronde

Articulée autour des données générales concernant la liberté des médias, l’analyse du président de la table ronde, **Abdou Latif Coulibaly**, a relevé des contraintes objectives trouvées sur le terrain de l’application des législations africaines, souvent si généreuses dans les déclarations mais parfois si parcimonieuses dans l’octroi des libertés; particulièrement dans le domaine des médias.

ROUND TABLE 2

Media freedom



■ **ABDOU LATIF COULIBALY**

The second round table focused on freedom of the media, theoretical legal frameworks and the reality of multiple constraints that impede the exercise of the profession on the ground. It was chaired by **Abdou Latif Coulibaly**, Director General of the Higher Institute of Information and Communication Sciences (ISSIC) in Dakar. **Gabriel Ayité Baglo**, Director of the African Bureau of the International Federation of Journalists, served as moderator and **Chérif Elvalide Sèye**, Editor-in-Chief of lesafriques.com and Communication Adviser to the President of the Republic of Senegal, served as rapporteur.

In addition to participants, the following took part as keynote speakers and speakers:

- **Filippe Sawadogo**, Minister for Culture, Tourism and Communication and government spokesman, Burkina Faso
- **Mohamed Ben Omar**, Minister for Communication, Nigeria
- **Laurent-Charles Boyomo Assala**, Executive Secretary of the National Communications Council and director of the Advanced School of Mass Communication (ASMAC), Cameroon
- **Ibrahim Famakan Coulibaly**, President of the West Africa Journalists Association (WAJA) and the National Union of Journalists of Mali (UNAJOM)

- **Jill Grinda**, Director of Worldwide Distribution, Euronews
- **Ridha Najar**, Professor and international consultant in media and communication, Tunisia
- **Jacques Rifflet**, Director of the Centre for International Relations and European Studies (CERIE), Brussels
- **Mogens Schmidt**, Deputy Assistant Director-General for Communication and Information, Division for Freedom of Expression, Democracy and Peace, UNESCO

Sébastien Agbota, International consultant in communication and former Vice-President of the High Authority For Broadcasting and Communication (HAAC), Benin, spoke as a contributing expert.

Introduction to the round table

The round table’s chairman, Abdou Latif Coulibaly, presented an analysis based on general information regarding freedom of the media, identified objective constraints in the implementation of legislation in Africa, where declarations are often extremely generous but where freedoms are sometimes granted only sparingly, particularly in the case of the media.



GABRIEL A. BAGLO

IBRAHIM FAMAKAN COULIBALY

SÉBASTIEN AGBOTA

MOHAMED BEN OMAR

MOGENS SCHMIDT

Trois étapes sont identifiées dans ce qui apparaît comme l'aventure de la liberté des médias en Afrique:

1) **le temps des transitions démocratiques** qui a «consacré, dans le domaine des médias, l'avènement des législations plus ouvertes et organisant pour l'essentiel un régime juridique très libéral des médias»;

2) **le temps démocratique** qui coïncide avec «la naissance des organes de régulation» et enfin 3) **le temps de la consolidation démocratique** qui dépasse «très largement les capacités et les moyens d'un seul Etat» et nécessite de «s'unir et d'engager des politiques et des législations communes, pour bâtir des espaces et des entités médiatiques à la hauteur des impératifs imposés par cette mondialisation».

Un cadre juridique pour l'émergence d'une presse libre et responsable

Depuis le début de la décennie 1990, note **Gabriel Baglo**, le Directeur du Bureau Afrique de la Fédération internationale des journalistes, il y a de façon générale des progrès en Afrique dans le domaine de la liberté des médias. Mais, la réalité est qu'il existe souvent un déphasage entre cette liberté de la presse et les cadres juridiques mis en place dans la plupart des pays africains.

Les participants ont, en général, relevé les acquis démocratiques dans leur pays respectif, les menaces flagrantes et autres atteintes graves à la liberté de presse et surtout insisté sur la question de la responsabilité des hommes et des femmes des médias qui est sous-jacente à la liberté.

Pour **Filippe Sawadogo**, Ministre de la Culture, du Tourisme et de la Communication du Burkina Faso, «les médias en tant que quatrième pouvoir ne peuvent que connaître des interférences avec les autres pouvoirs étant donné qu'ils proposent une lisibilité au quotidien et exposent une visibilité permanente des réalités sociales, économiques et politiques». C'est la raison pour laquelle, à l'instar des autres corps de métiers, les médias devraient se doter d'un code de déontologie et d'éthique leur garantissant une respectabilité et un prestige.

Intervenant à son tour sur la question, **Mohamed Ben Omar**, Ministre de la Communication du Niger, a déploré l'environnement économique en Afrique qui ne facilite pas l'émergence d'entreprises de presse capables de fonctionner sans encombre. Il faut «faire découvrir aux médias et à leurs acteurs leur responsabilité sociale à

Three stages were identified in what appears to be the risky business of freedom of the media in Africa: 1) **the period of democratic transitions**, which led to more open legislation on media and on the whole organised a very liberal legal scheme for the media; 2) **the period of democracy**, which coincided with "the introduction of regulation bodies" and 3) **the period of democratic consolidation**, which far exceeds "the capacities and means of a single State" and so requires that they "unite and pursue common policies and legislation to build media areas and entities that measure up to the imperatives imposed by globalisation".

A legal framework for the emergence of a free and responsible press

The participants noted the many remaining obstacles to free exercise of media activities, despite the achievements of democratic processes such as pluralism. Since the start of the 1990s, explained **Gabriel Baglo**, Director of the African Bureau of the International Federation of Journalists, there has generally been progress in Africa in the sphere of freedom of the media. The fact remains however that this freedom of the press is often out of step with the legal frameworks put in place in most African countries.

In general, the participants identified the democratic achievements in their respective countries, as well as flagrant threats and other serious dangers to freedom of the press. Above all, they stressed the responsibility of the men and women of the media that is inherent to this freedom.

For **Filippe Sawadogo**, Minister for Culture, Tourism and Communication of Burkina Faso, "the media as the fourth estate inevitably experience interference with the other powers since they endeavour to make sense of and to heighten the visibility of social, economic and political realities on a daily basis". The media, like other trade associations, should therefore adopt a code of professional ethics guaranteeing respectability and prestige.

The next speaker, the Communication Minister of Niger, **Mohamed Ben Omar**, regretted the economic environment in Africa, which does not facilitate the emergence of press companies capable of operating without mishap. It is important "to help the media and journalists understand their social responsibility bordering on the law that makes the power they wield so crucial", in order to guarantee "the public's right to sound, correct and accurate information".



la lisière du droit qui rend fondamental le pouvoir qu'ils exercent», afin de garantir «le droit du public à l'information saine, correcte et juste».

Quant à **Laurent-Charles Boyoma Assala**, Secrétaire exécutif du Conseil national de la Communication du Cameroun, il a estimé qu'il était nécessaire de différencier la liberté d'expression, garantie par la déclaration universelle des droits de l'homme (qui est donc une liberté du journaliste en tant que citoyen) de la liberté de communiquer qui est une liberté qui découle du droit de travail. Quoique fondamentale, la liberté de communiquer ou d'exercer son métier de journaliste ne met pas au-dessus de la loi et encore moins à l'abri de tous les délits. C'est la raison pour laquelle il est urgent de «réfléchir à la définition d'un cadre pour l'exercice de la liberté des journalistes dans le strict respect des autres lois, droits et devoirs».

Ibrahim Coulibaly, Président de l'UJAO et de l'UNAJOM, a commencé son intervention par une minute de silence en la mémoire des journalistes emprisonnés, en fuite, en exil ou portés disparus en Afrique pour avoir tenté de mener des investigations dévoilant des cas flagrants de manquement dans la gouvernance ou absence de

démocratie. Il a surtout dénoncé et condamné les cas «de saccage d'organes de presse, d'expulsion, d'emprisonnement, d'assassinats et de menaces de mort, ainsi que l'arsenal oppressif dont se sont dotés certains régimes africains pour museler la presse».

Les autres intervenants ont insisté sur la crédibilité et la fiabilité des médias (**Jill Grinda**, Directrice de la distribution Monde de Euronews), sur la formation du porteur de l'information (**Jaques Rifflet**, Professeur de droit et de politique internationale).

D'aucuns ont encore insisté sur le retour - après une brève période d'euphorie suscitée par les indépendances dans les années 60 ou par l'émergence du multipartisme dans les années 90 - à des systèmes plus répressifs recourant à toute une panoplie de pratiques restrictives. Par exemple, le système d'autorisation préalable qui équivaut de fait à un régime de censure (**Ridha Najar**, Professeur et Consultant en médias et communication).

Mogens Schmidt, Sous-directeur général adjoint pour la Communication et l'Information, division de la Liberté d'expression de l'UNESCO, a rappelé la nécessité de créer un environnement juridique favorable aux médias à tra-

LAURENT-CHARLES BOYOMA ASSALA

Laurent-Charles Boyoma Assala, Executive Secretary of the National Communication Council in Cameroon, singled out the need to make a distinction between freedom of expression, which is guaranteed by the Universal Declaration of Human Rights (a liberty the journalist has as a citizen), and the freedom to communicate, which is a freedom that results from labour law. Although fundamental, the freedom to communicate or to practice journalism does not place journalists above the law nor does it protect them from prosecution for offences. It is therefore urgent to "engage in reflection on the definition of a framework for journalists to exercise this freedom in strict compliance with other laws, rights and responsibilities".

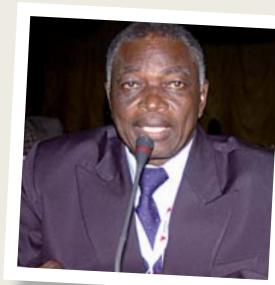
Ibrahim Coulibaly, President of the UJAO and of the UNAJOM, began his remarks with a moment of silence in memory of journalists who have been imprisoned, exiled, taken flight or disappeared in Africa for having tried to investigate flagrant cases of failed governance or absence of democracy. He particularly denounced and condemned cases of "ransacking of press agencies, expulsion, imprisonment, murders and threats of death, as well as the arsenal of oppression some African regimes have developed to muzzle the press".

The other speakers highlighted the credibility and reliability of the media (**Jill Grinda**, Director of Worldwide Distribution for Euronews), training for those serving as information vectors (**Jaques Rifflet**, professor of law and international policy).

Ridha Najar, professor and consultant in media and communication, highlighted the transformation of the liberal regimes - created in the euphoria of independence in the 60s or the emergence of multipartism in the 90s - into repressive systems of prior authorisation and censure.

Mogens Schmidt, Deputy Assistant Director-General for Communication and Information, Freedom of Expression Division at UNESCO, pointed out the need to establish a legal environment favourable to the media through legislation and regulatory frameworks that guarantee freedom of information and access to information.

International communication consultant **Sébastien Agbota** presented an overview of the legal and institutional framework for the press in Benin and summed up cases illustrating the mismatch of some of these legal texts with the reality on the ground.



JACQUES RIFFLET

vers des législations, des lois et des cadres réglementaires qui garantissent la liberté d'information et d'accès à l'information.

Sébastien Agbota, Consultant international en communication, a enfin abordé l'examen du cadre juridique et institutionnel de la presse au Bénin, puis a montré quelques cas d'inadéquation de certains de ces textes juridiques par rapport aux réalités du terrain.

Au total, les participants ont formulé les recommandations suivantes afin de mettre en place et de promouvoir:

1. Un observatoire euro-africain des médias. Celui-ci doit servir de cadre d'échanges, de concertations permanentes et de formation des journalistes et autres professionnels des médias, avec pour missions entre autres la médiation, la publication d'un état annuel des médias, l'encouragement des jumelages inter supports, plurilingues et diverses zones géographiques, en s'appuyant sur les expériences et acquis les plus remarquables.

2. La création, le renforcement, la pérennisation d'instances de régulation supranationales. Ces organes vont fonctionner comme des outils d'orga-

nisation et de restructuration du secteur, utilisant l'autorégulation comme garant d'une presse libre et responsable.

3. L'élaboration d'une charte euro-africaine de contenu des médias. Cette charte interviendra à trois niveaux dont la déclinaison concerne les Etats, les acteurs du secteur que sont les journalistes et les organes des médias, et enfin la société civile.

4. La mise en place d'un cadre juridique garantissant la liberté d'expression, le pluralisme et la diversité des opinions. Ce cadre institutionnel se doit de garantir aux médias leurs droits et devoirs, leur indépendance et leur liberté d'expression, de garantir le débat public, l'égal accès des partis politiques, associations et représentants de la société civile aux médias publics et privés. Il se doit également de garantir aux journalistes l'accès aux sources d'information, le secret de leurs sources ainsi qu'une protection juridique leur permettant l'exercice de leur profession de manière indépendante et impartiale, de mettre en œuvre des programmes de formation à l'attention des professionnels de la presse fondés sur un code déontologique et sur une information traitée avec probité.

The participants developed the following recommendations as a means of implementing and promoting:

1. A Euro-African media observatory. This observatory would serve as a framework for interaction, ongoing consultation and training of journalists and other media professionals. Its tasks would include mediation, publication of an annual state of the media, and encouragement of twinning between different types of media, language groups and geographical areas, based on the most outstanding experiences and achievements.

2. Creation, strengthening and continuity of supranational regulatory bodies. Such bodies will serve as tools to organise and restructure the sector, using self-regulation as guarantee of a free and responsible press.

3. Drafting of a Euro-African media content charter. This charter will intervene at three levels, the States, the players in the sector, namely journalists and media companies, and civil society.

4. Implementation of a legal framework that guarantees freedom of expression, pluralism and diversity of opinions. This institutional framework must guarantee the media's rights and responsibilities, independence and freedom of expression, as well as

public debate and equal access of political parties, associations and representatives of civil society to the public and private media. It must also guarantee journalists' access to sources of information, the secrecy of their sources and legal protection enabling them to practice their profession independently and impartially. The legal framework should implement training programmes for press professionals based on a code of professional ethics and on information treated with integrity.

5. Creation of a social and economic environment that encourages media development. It is also vital to ensure the support of training and specialisation institutions due to constant evolution of the sector. There is also a need to promote the creation of editors' societies, to oblige operators, particularly in the broadcast media, to comply with the principles of equal treatment, pluralism and non-discrimination.

6. The emergence of independent regulators. Independent regulatory bodies should be created and given the means required to guarantee the rights and responsibilities of the media and to encourage the creation of local broadcast and print media so that they support take-up and social cohesion and contribute to the emergence of a vigilant civil society.



BERNARD PETIT

5. La création d'un environnement social et économique favorable au développement des médias. Il est aussi indispensable d'assurer le soutien des institutions de formation et de spécialisation en raison même des mutations incessantes du secteur. Il y a enfin nécessité de favoriser la création de sociétés de rédacteurs, d'imposer aux opérateurs des médias, notamment audiovisuels, le respect du principe d'égalité de traitement, de pluralisme et de non-discrimination.

6. L'émergence d'instances de régulation indépendante. Il y a nécessité de créer des instances de régulation indépendantes dotées des moyens nécessaires et qui garantissent les droits et devoirs des médias, d'encourager la création de médias audiovisuels et écrits de proximité afin qu'ils soutiennent l'appropriation, la cohésion sociale, qu'ils aident à l'émergence d'une société civile vigilante.

Présidant la session de restitution des deux premières tables rondes, **Bernard Petit**, directeur général adjoint de la direction générale du Développement, Commission européenne, s'est félicité de la tenue de cette rencontre qui, a-t-il précisé, «témoigne d'une appropriation par tous les acteurs des enjeux et des défis des médias dans le processus de développement». Pour lui, les débats du Forum Media et Développement montrent clairement que les médias constituent un vecteur essentiel d'information, d'éducation et d'expression pour les citoyens.

Chairing the session that recapped the first two round tables, **Bernard Petit**, Deputy Director-General at the European Commission's Directorate-General for Development, welcomed the organisation of this meeting. It "attests to the take-up by all players of the issues at stake and challenges of the media in the development process", he explained. The debates of the Media and Development Forum clearly demonstrate that the media are an essential vector of information, education and expression for citizens.

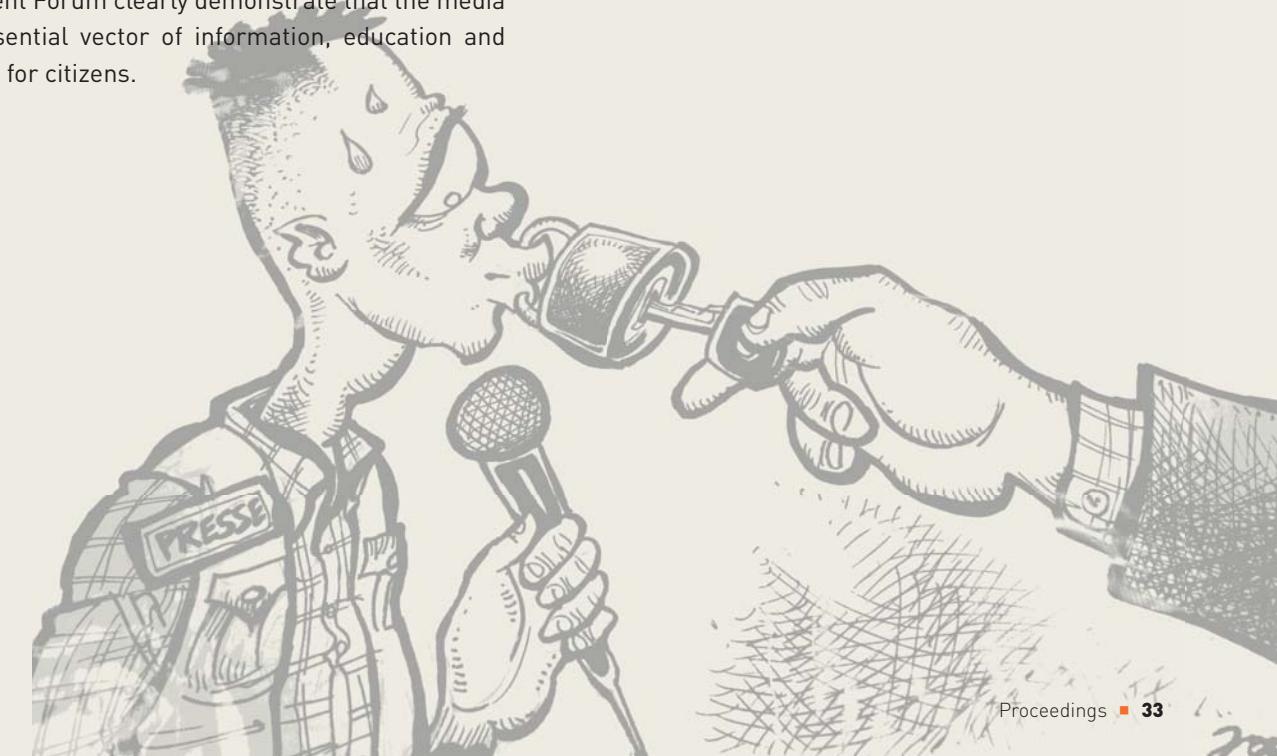


TABLE RONDE 3

La lutte contre les stéréotypes



La table ronde n°3 portait sur l'image de l'Afrique en Europe et de l'Europe en Afrique, ou la lutte contre les stéréotypes. Elle était présidée par **Jean-Luc Maertens**, Directeur Afrique d'Euronews. **Mactar Silla**, Directeur général de STV, un groupe de presse privé basé au Cameroun et Président de l'Association privée des producteurs et télévisions d'Afrique (APPTA) en était le modérateur et **Arlindo Lopès**, Secrétaire général de l'Association des organismes de radio/TV d'Afrique australe (SABA) rapportait les travaux.

Y prenaient part, outre les participants, en qualité de keynote speakers et de speakers:

- **Fillipe Sawadogo**, Ministre de la Culture, du Tourisme et de la Communication du Burkina Faso
- **Jean-Pierre Onvehoun Ezin**, Commissaire de l'Union Africaine
- **Philippe Dessaint**, Directeur général adjoint de TV5 Monde, en charge de la communication
- **Sidiki Konaté**, Directeur général de la télévision du Mali
- **Ali Oumarou**, Responsable du centre régional du CIRTEF à Niamey (Niger)

- **Maria Lessner**, Ambassadrice auprès du Ministère des Affaires étrangères de Suède
- **Patrick Leusch** de la *Deutsche Welle Akademie*

Présentation de la table ronde

Le Responsable de la diffusion Afrique d'Euronews, **Jean-Luc Maertens**, a indiqué dans son exposé de présentation de la table ronde que la relation entre l'Afrique et l'Europe était sans doute à l'origine de l'une des plus grosses productions de prototypes négatifs au monde. Il s'est attelé à proposer une définition de ces stéréotypes, à décrire leur fonctionnement et leurs effets, puis à s'informer sur la réponse à leur donner.

Pour lui, la survie de ces stéréotypes, qui n'est pas le fait des seuls médias, est en grande partie responsable de la mauvaise qualité des relations entre l'Afrique et l'Europe.

Il a relevé le caractère réciproque de ces stéréotypes au gré desquels «l'Afrique est considérée en Europe comme un continent ravagé par des guerres, rongé par le tribalisme, soumis à des régimes autoritaires et kleptocratiques, dévasté par les maladies endémiques etc., et l'Europe perçue en Afrique comme le nouvel avatar d'un colonialisme persistant, une Europe égoïste, prédatrice et

ROUND TABLE 3

Changing stereotypes



JEAN-LUC MAERTENS

The third round table explored the image of Africa in Europe and of Europe in Africa, or how to combat stereotypes. It was chaired by **Jean-Luc Maertens**, Head of Distribution for Africa, Euronews. **Mactar Silla**, General Manager of STV, a private media group based in Cameroon and President of the African Association of Private Producers and TV Broadcasters, served as moderator and **Arlindo Lopès**, General Secretary of the Southern African Broadcasting Association (SABA), served as rapporteur.

In addition to participants, the following took part as keynote speakers and speakers:

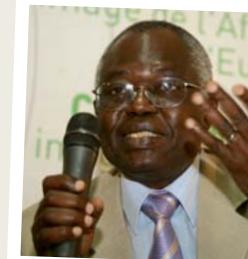
- **Fillipe Sawadogo**, Minister for Culture, Tourism and Communication, Burkina Faso
- **Jean-Pierre Onvehoun Ezin**, African Union Commissioner
- **Philippe Dessaint**, Deputy Managing Director of TV5 Monde, in charge of communication
- **Sidiki Konaté**, Director-General of the Office of Radio and Television in Mali
- **Ali Oumarou**, Head of the CIRTEF Regional Centre, Niamey, Niger
- **Maria Lessner**, Swedish Ambassador
- **Patrick Leusch** of *Deutsche Welle Akademie*

Introduction to the round table

Jean-Luc Maertens, Head of Distribution for Africa for Euronews, said in his opening remarks that relations between Africa and Europe had probably resulted in a large part of the negative stereotypes in the world. He proposed a definition of such stereotypes, described how they work and their effects and then looked at how to respond to them.

The vestiges of these stereotypes, which do not result from the media alone, bear a large share of responsibility for the poor quality of relations between Africa and Europe.

He identified the reciprocal nature of the stereotypes, according to which "Africa is seen in Europe as a continent devastated by war, sapped by tribalism, subjugated by autocratic and kleptocratic regimes, ravaged by endemic diseases, etc., and Europe is perceived in Africa as the latest metamorphosis of ongoing colonialism, egotistical, predatory and xenophobic, concerned only with its own problems, sparing with its wealth and standard of living, etc."



PHILIPPE DESSAINT

xénophobe, repliée sur elle-même, avare de ses richesses et de son niveau de vie...».

Il s'est appesanti sur le rôle que les médias jouent dans la permanence des clichés négatifs. D'abord, les médias ne sont pas les seuls responsables de cette situation pour laquelle on pourrait tout aussi bien interroger les hommes politiques, les ministres du culte, les responsables syndicaux ou les enseignants.

Il reste cependant que les médias ont une part de responsabilité d'autant plus accrue qu'ils disposent d'un formidable pouvoir de massification et donc d'amplification. Et dans ce registre, ce sont les médias nationaux qu'il faut davantage porter d'un doigt accusateur, dans la mesure où la nature réductrice du cliché sied mieux à un espace fermé plutôt qu'à un espace ouvert.

Les conséquences de cet état de chose sont hautement néfastes, puisqu'elles installent un climat de suspicion entre les peuples et donc entre les acteurs même du développement. L'autre conséquence tout aussi nocive de la survie de ces clichés est qu'elle contribue à disqualifier les problèmes et donc à biaiser les diagnostics ainsi que les solutions subséquentes.

Comment répondre donc à ces stéréotypes qui ont la vie dure? Il faut tout d'abord, selon Jean-Luc Maertens, dominer deux écueils: la peur et l'effort. La peur de l'autre qui est perçu comme un être différent, dont il faudrait se protéger et qu'il faudrait donc réduire à une dimension telle qu'il puisse être dominé et méprisé. Il convient dès lors de faire un effort pour aller vers l'autre, dialoguer et remettre en question les opinions toutes faites.

L'orateur propose quelques issues susceptibles d'ouvrir une brèche dans cet «establishment» de la pensée:

- Agir sur les contenus des sites web dont le discours demeure pour le moins critiquable et exercer des pressions sur les moteurs de recherche pour qu'ils contrôlent mieux leurs référencements.
- Encourager les médias ouverts à des espaces internationaux pour leur donner une meilleure visibilité, soutenue par un statut privilégié.
- Revisiter le rôle des médias nationaux dans l'exposition de leurs problématiques sur le développement.
- Engager une réflexion de fond sur les médias communautaires en Afrique, qui puisse optimiser leurs capacités de diffusion de la diversité et de familiarisation avec les différences.

FILLIPE SAWADOGO

He dwelled on the role the media play in perpetuating negative clichés. First, the media are not the only ones to blame for this situation, for which politicians, religious authorities, trade union leaders and teachers could also be held responsible.

The fact remains however that the media bear a greater share of responsibility because they wield tremendous power of mass, thus amplified, information. The national media are more to blame in this respect because the simplistic nature of clichés is better suited to a closed area than to an open area.

The consequences of this state of affairs are extremely harmful, because they create a climate of suspicion between peoples and therefore between development players. The other equally harmful consequence of the survival of such clichés is that they distort problems and therefore bias analyses and solutions.

What is the best response to these lasting stereotypes? First, said Jean-Luc Maertens, it is vital to overcome two stumbling blocks: fear and effort. Fear is an affliction that is damaging to relations with others, to the extent that they are perceived as different. Therefore,

we must protect ourselves from them by reducing them to a dimension that we can dominate and look down on. Consequently, we should strive to meet others, dialogue with them and fight the stereotypes.

The speaker proposed several solutions to help break down this "establishment" of thinking:

- Act on the content of web sites whose ideas are, to say the least, open to criticism and put pressure on search engines to better control their site indexing.
- Encourage media openness to international arenas to give them better visibility, backed up by privileged status.
- Review the role of the national media in way they present development issues.
- Launch in-depth analysis of community media in Africa, which can optimise their capacity to disseminate diversity and familiarisation with differences.



Europe et Afrique: une lutte commune contre les stéréotypes

Les participants à cette table ronde ont ensuite procédé à l'identification des causes de la persistance des stéréotypes, de la nature ainsi que de la manifestation de ces stéréotypes. Les médias occidentaux ont été particulièrement indexés dans le traitement qu'ils font de l'actualité en Afrique. Ils ont également souligné la faible représentativité des médias africains dans l'espace européen, la quête et la consolidation d'une audience prédisposée à la réception des clichés réducteurs.

Pour **Filippe Sawadogo**, en effet, la mobilité des professionnels des médias du Nord et du Sud, ainsi que les rencontres et autres contacts, pourraient corriger les préjugés des uns envers les autres. Quant à **Jean-Pierre Onvehoun Ezin**, Commissaire de l'Union Africaine, il estime que l'absence de faire-savoir et de vulgarisation des résultats de la recherche scientifique en Afrique participe largement à l'ignorance des contributions des Africains dans les domaines de la connaissance et favorise certains préjugés sur la base des statistiques qui ne reflètent pas toujours la réalité.

Au cours de son intervention, **Philippe Dessaint**, Directeur général adjoint de TV5 Monde, en charge de la communication, a déploré l'absence d'une agence audiovisuelle qui aurait permis de remonter l'information. Les efforts pour pallier à ce manque ont donné lieu à la création d'un réseau de correspondants locaux en Afrique qui permettent de rendre l'information vue et vécue par des Africains.

Sidiki Konaté, Directeur général de la télévision du Mali, s'est fondé sur le rôle de l'imaginaire collectif qui construit et nourrit les stéréotypes pour préconiser l'éducation à la «transculturalité», le développement de pôles de production et d'achat de programmes et, enfin, la création de centres régionaux d'excellence comme pistes dans la lutte contre les stéréotypes.

Quant à **Maria Lessner**, Ambassadrice auprès du Ministère des Affaires étrangères de Suède, elle estime que le problème ce ne sont pas les médias; c'est, dit-elle, la relation fondamentale entre nos deux continents qui favorise et encourage les idées reçues et autres stéréotypes, et le partenariat en construction entre l'Union Africaine et l'Union européenne, bâti sur le respect mutuel et la solidarité, est la meilleure piste de lutte contre les stéréotypes.

Africa and Europe: a common fight against stereotypes

The participants in the round table then identified why stereotypes persist and the nature and expressions of these stereotypes. The Western media were particularly singled out for their treatment of current events in Africa. The participants also noted the limited representativeness of the African media in the European area, and the search for and consolidation of an audience receptive to simplistic clichés.

Filippe Sawadogo noted that the mobility of media professionals from both North and South, as well as meetings and other interactions, could help dispel prejudices between the two. African Union Commissioner **Jean-Pierre Onvehoun Ezin** commented that the absence of dissemination and popularisation of scientific research findings in Africa contributes substantially to ignorance of the contributions made by Africans to knowledge and encourages certain prejudices on the basis of statistics that do not always reflect reality.

Philippe Dessaint, Deputy Managing Director of TV5 Monde in charge of communication, regretted the absence of a broadcasting agency that would allow

information to be related. Efforts to remedy this absence have resulted in the creation of a network of local correspondents in Africa who endeavour to report information seen and experienced by Africans.

Sidiki Konaté, Managing Director of Mali's television, focused on the role of the collective imagination that builds and nurtures stereotypes. He recommended education in "transculturality", the development of programme production and purchasing centres and the creation of regional excellence centres as ways of combating stereotypes.

Swedish Ambassador **Maria Lessner** commented that the problem is not the media but the fundamental relationship between the two continents, which fosters and encourages generally accepted ideas and other stereotypes. The partnership being built between the African Union and the European Union, founded on mutual respect and solidarity, is the best way to fight stereotypes.

Patrick Leusch, of the *Deutsche Welle Akademie*, said it had to be accepted that "normality" is now the rule in Africa, and not "catastrophes" and that things are evolving



MACTAR SILLA

PATRICK LEUSCH

ALI OUMAROU

ARLINDO LOPÈS

Patrick Leusch, de la *Deutsche Welle Akademie*, a indiqué qu'il fallait accepter que c'est désormais la «normalité» qui est normale en Afrique et non plus la «catastrophe» et que les choses évoluaient sur le continent où la *Deutsche Welle* produit et diffuse en 30 langues avec les points de vue de divers journalistes sur le terrain.

Enfin, **Ali Oumarou**, Responsable du centre régional du CIRTEF à Niamey (Niger), est revenu sur l'action du CIRTEF, organisme regroupant des structures francophones tant du Nord que du Sud depuis des années et qui alimente les grilles de TV5, tout en développant les partenariats, jumelages et formations.

Les participants ont recommandé la sensibilisation des médias occidentaux pour un traitement plus diversifié de l'information sur l'Afrique. Ils ont préconisé la création d'un portail d'informations sur l'Afrique ainsi que la création d'un observatoire euro-africain du traitement médiatique de l'actualité africaine.

Les participants ont, par ailleurs, proposé aux responsables et représentants de la presse les recommandations suivantes:

1. Lutter contre les stéréotypes et **rendre compte des réalités africaines** de manière objective et équilibrée.
2. Respecter scrupuleusement une **recherche systématique de la vérité** en s'abstenant de relayer des rumeurs non vérifiées ou non fondées.
3. **Ne pas sélectionner ou occulter de manière partisane des informations essentielles**, ne pas altérer le sens des textes et des documents.
4. **S'interdire toute forme d'exaltation partisane** qui viserait à inciter à la violence ou à sa banalisation et ne pratiquer aucune censure directe ou indirecte.

on the continent, where *Deutsche Welle* produces and broadcasts in 30 languages, expressing the views of different journalists on the ground.

Finally, **Ali Oumarou**, head of the CIRTEF Regional Centre in Niamey (Niger), discussed the action of CIRTEF, a body whose members have included French-speaking structures from both North and South for years and that contributes programmes to TV5, while developing partnerships, twinning initiatives and training.

The participants recommended awareness raising among the Western media for more diversified treatment of news on Africa. They also called for the creation of an information portal on Africa and a Euro-African observatory of media treatment of African current events.

The round table participants also made the following recommendations to press managers and representatives:

1. Combat stereotypes and **report on African realities** in an objective and balanced way.
2. Respect scrupulously the **systematic search for truth** and refrain from spreading rumours that have not been verified or are groundless.
3. **Refrain from selecting or eclipsing essential information in a partisan manner** and from altering the meaning of texts and documents.
4. **Ban all forms of partisanship** aiming to incite to violence or to make violence commonplace and not to practice direct or indirect censorship.

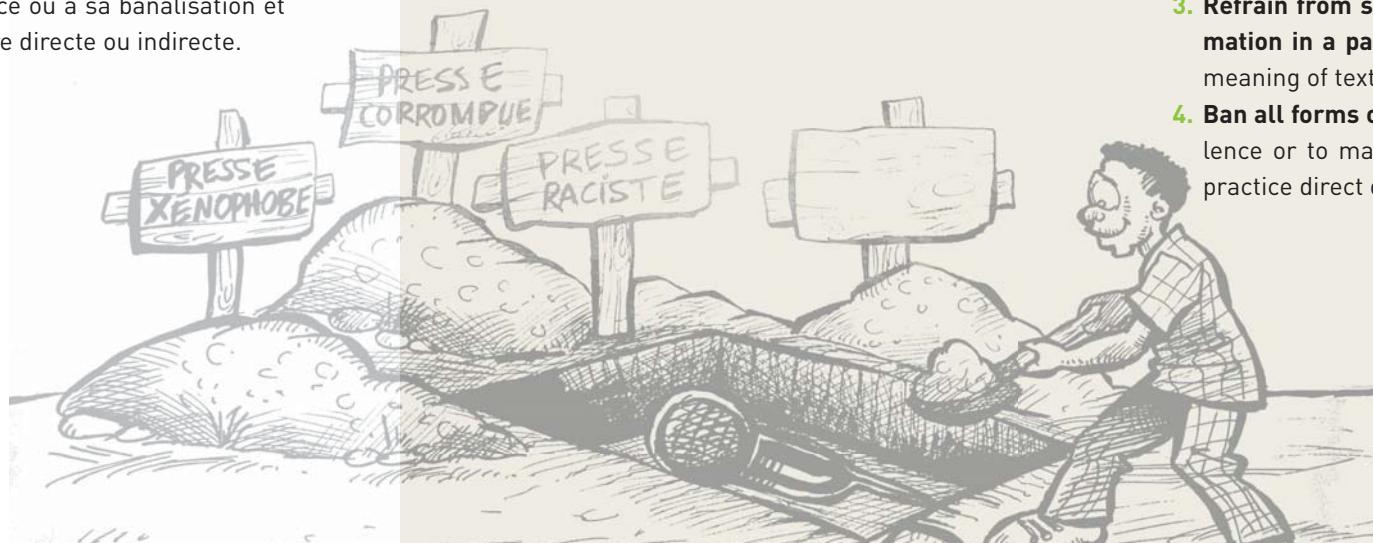


TABLE RONDE 4

Le rôle des médias locaux



ANNIE LENOBLE-BART

La table ronde n°4 intitulée «Le rôle des médias locaux: l'action locale pour réussir au niveau mondial?» était présidée par **Annie Lenoble-Bart**, Directrice du Centre d'étude des médias, de l'information et de la communication (CEMIC) à l'université de Bordeaux III. **Amie Joof**, Directrice du Réseau interafricain des femmes pour le développement (FAMEDEV) était la modératrice et **Diana Senghor**, Directrice de l'Institut panos pour l'Afrique de l'Ouest rapportait les travaux.

Y prenaient part en plus des participants, en qualité de keynote speakers et de speakers:

- **Franck Agyekum**, Ministre adjoint de l'Information et de l'Orientation nationale du Ghana
- **Tiergou Dabire**, Secrétaire général de l'Association des journalistes du Burkina Faso
- **Pierre Hamon**, journaliste, Conseiller spécial auprès de la Direction des partenariats innovants du PNUD
- **Guillaume Pierre**, Directeur Afrique de CFI
- **Aminatou Sar**, Coordinatrice régionale des projets «Médias pour enfants», PLAN
- **Ousmane Sy**, Président de l'Institut africain de gouvernance

Younes Boumeyhdi, Directeur de Hit Radio et Secrétaire général de l'Association des Radios du Maroc a pris la parole en qualité de contributeur expert.

Présentation de la table ronde

En plénière de présentation de la table ronde n°4, **Annie Lenoble-Bart** a axé son intervention sur l'importance du développement local dans les processus d'émergence des couches les plus défavorisées et le rôle de la radio dans un tel contexte. Elle a relevé le faible impact de l'aide sur les problèmes de développement et présenté la radio comme le média de prédilection pour le développement en Afrique.

De nombreuses expériences de développement des radios locales existent actuellement sur le continent africain, dit-elle. Mais, celles-ci tardent à produire les résultats escomptés en termes d'amélioration réelle des conditions de vie des populations et de réponses pertinentes aux angoisses auxquelles elles doivent faire face. Il faut donc les refonder et optimiser les capacités de cet énorme potentiel.

Ce qui fait de la radio un média de choix dans ce contexte dominé par la mondialisation et l'économie, c'est avant

ROUND TABLE 4

The role of local media



The fourth round table, "The role of local media: local action for global success?", was chaired by **Annie Lenoble-Bart**, Director of the Centre for the Study of Media, Information and Communication (CEMIC) at University of Bordeaux III. **Amie Joof**, Director of the Inter-African Network for Women, Media, Gender and Development (FAMEDEV) was the moderator and **Diana Senghor**, Director of the Panos Institute West Africa served as rapporteur.

In addition to participants, the following took part as keynote speakers and speakers:

- **Franck Agyekum**, Deputy Minister for Information and National Orientation, Ghana
- **Tiergou Dabire**, General Secretary of the Association of Journalists of Burkina Faso
- **Pierre Hamon**, journalist, Special Adviser at the Directorate for Innovative Partnerships, United Nations Development Programme
- **Guillaume Pierre**, Director for Africa, Canal France International
- **Aminatou Sar**, Regional Coordinator of Media for Children projects, PLAN
- **Ousmane Sy**, President of the African Governance Institute

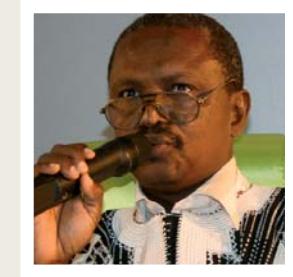
Younes Boumeyhdi, Director of Hit Radio and General Secretary of the Association of Moroccan Radio Broadcasters, spoke as a contributing expert.

Introduction to the round table

In her introduction to round table 4, **Annie Lenoble-Bart** focused her remarks on the importance of local development in processes of emergence of the least favoured segments and the role of radio in this context. She pointed out the limited impact of aid on development problems and presented the radio as the media of choice for development in Africa.

Many experiences in the development of local radios are being implemented on the African continent, she explained. But they are taking a long time to produce the anticipated results in terms of real improvement of people's living conditions and relevant responses to their fears. They should be placed on a new footing so as to optimise this tremendous potential.

What makes radio a medium of choice in this context dominated by globalisation of the economy is primarily its flexibility, its mobility and especially its adaptation to the sociocultural tendencies of needy populations. The



FRANCK AGYEKUM

tout sa flexibilité, sa mobilité et surtout son adaptation aux prédispositions socioculturelles des populations nécessiteuses. Il faut sans doute améliorer les capacités techniques des réseaux existants, accroître les réseaux eux-mêmes. Mais, la technique et l'économie ne sont pas une fin en soi. Il importe aussi de s'intéresser aux contenus et à la formation des acteurs et particulièrement celle des journalistes. Ce faisant, il faut absolument se prémunir contre le danger qui consisterait à considérer le local sous un angle de folklore comme on le note souvent encore malheureusement par endroits, ou à le concevoir dans une acception qui continuerait à renforcer les communautarismes ou le repli sur soi.

Le rôle des médias dans le développement local

Les débats ont porté sur le rôle des radios locales dans la gouvernance, l'évaluation des politiques nationales de communication et des cadres juridiques en matière de radios locales, l'intérêt des transmutations et des dialectiques entre le local et le global avec les synergies méthodologiques y afférentes.

Franck Agyekum, Ministre adjoint de l'Information et de l'Orientation nationale du Ghana, estime que les professionnels des médias, qu'ils exercent leur métier au niveau

local ou global, doivent se rendre compte que leurs actions ne sont plus circonscrites à l'espace communautaire à partir duquel ils produisent l'information. A la faveur de la mondialisation et des nouvelles technologies de communication, l'action locale des médias a un écho dans des zones éloignées, au point que des personnes vivant en dehors d'une communauté peuvent être influencées ou réagir par rapport à ce qui se passe dans cette communauté. Cette réalité représente un défi majeur pour les professionnels des médias qui se doivent de s'informer et de procéder à un renforcement des capacités.

Tiergou Dabire, au nom de l'Association des journalistes du Burkina Faso, a démontré que, dans de nombreux cas, les médias communautaires combinent le vide laissé par les grands médias privés ou publics, qui sont mus par d'autres impératifs qui excluent les couches sociales sous-représentées ou marginalisées. Il a, tour à tour, fait le point sur les opportunités offertes par les radios communautaires, les défis à relever et les voies et moyens de sortir de l'informel.

Pierre Hamon a abordé l'expérience des Programmes-cadres ART GOLD (Appui aux réseaux territoriaux-Governance and Local Development) des Nations unies,

technical capacities of existing networks undoubtedly need to be improved and networks themselves should be increased. But the technical and economic aspects are not ends in themselves. It is also important to take an interest in content and the training of players, in particular journalists. In doing so, it is vital to guard against the danger of considering the local level from the standpoint of folklore, as is unfortunately often still seen in some cases, or to conceive of it in a way that would continue to reinforce an approach based on closed communities or withdrawal.

The role of media in local development

The debates focused on the role of local radios in governance, the evaluation of national communication policies and legal frameworks for local radios, the relevance of transmutations and dialectics between the local and global spheres with related methodological synergies.

Franck Agyekum, Ghana's Deputy Minister for Information and National Orientation, noted that media professionals, whether they practice at the local level or at global level, must realise that their actions are no longer circumscribed to the community in which they produce the information. Owing to globalisation and the

new communication technologies, the local action of media is echoed in distant areas, so much so that people living outside a community can be influenced by or react to what happens in that community. This reality represents a major challenge for media professionals, who must become informed and develop their capacities.

Tiergou Dabire, speaking on behalf of the Association of Journalists of Burkina Faso, demonstrated that in many cases local media bridge the gap left by major private or public media, which are driven by imperatives that exclude under-represented or isolated segments of society. He reviewed the opportunities offered by community radios, the challenges to be met and ways and means of emerging from the informal economy.

Pierre Hamon described the experience of the United Nations ART GOLD framework programmes (Support to territorial networks - Governance and Local Development), which give priority to the territorial development approach, rather than simply a sector-based approach. He stressed the scattering of resources at the level of private and public, bilateral and multilateral cooperation and concluded his remarks with proposals for supporting existing initiatives and substantiated actions.



AMINATOU SAR

GUILLAUME PIERRE

PIERRE HAMON

AMIE JOOF

OUSMANE SY

qui accordent la priorité à l'approche de développement territorial, et non plus seulement sectoriel. Il a souligné la dispersion des ressources au niveau de la coopération privée ou publique, bilatérale ou multilatérale et conclu son propos avec des propositions de soutien à des initiatives existantes et des actions étayées.

A ce niveau des échanges, la Coordinatrice régionale des projets «Médias pour enfants» chez PLAN, **Aminatou Sar**, a tenu à relativiser l'impact des radios communautaires, eu égard aux limites structurelles traduites par leur exploitation: obsolescence des équipements, faiblesse qualitative des ressources humaines, précarité des salaires, corruption rampante, etc. Pour y remédier, elle reprend la thèse de connexion de la réalité locale aux sphères régionales et internationales. Pour ce faire, la formation et l'intégration des TIC (numérisation des studios et plateaux techniques de postproduction, arrivage de la diffusion aux réseaux Internet) deviennent un enjeu capital.

Guillaume Pierre, Directeur Afrique, Canal France International, a articulé sa contribution autour de trois axes: 1) la question de la taille: le local est certes indispensable en tant que reflet du quotidien de chacun mais

la réalisation de projets nécessite souvent une échelle de grandeur qui peut échapper à la dimension locale; 2) la question de méthode de participation et d'intervention: les médias rendent la parole à ceux à qui elle avait été confisquée; mais «peut-on s'exprimer éternellement sans filtre?», enfin 3) la question de représentation: le rôle des médias est essentiel dans la formation des identités qui mettent parfois en opposition particularisme et universalisme mais comment observer l'équilibre nécessaire entre particularisme et universalisme? L'examen du rapport des médias et au développement local montre qu'il s'agit de questions sensibles, essentielles mais potentiellement dangereuses et qui nécessitent la promotion des idées communes.

Quant au Président de l'Institut africain de la gouvernance, **Ousmane Sy**, il a centré son propos sur le rapport des médias locaux avec la refondation de la gouvernance. Pour lui, la proximité est un facteur de légitimation de la gouvernance, dans la mesure où elle met en relation directe le besoin social, tel qu'il est perçu et vécu par les acteurs et la décision publique qui lui répond. Dans cette mesure, a-t-il précisé, les médias locaux peuvent servir à prémunir l'action publique contre les ruptures de cohésion.

At this point in the debates, the Regional Coordinator of Media for Children projects for PLAN, **Aminatou Sar**, made a point of placing in perspective the impact of community radios, considering their structural limits: obsolescent equipment, poorly trained human resources, precarious salaries, rampant corruption, etc. To remedy these shortcomings, she suggested the idea of connecting the local reality to the regional and international spheres. To allow for this connection to be made, training and the use of ICT (digitalisation of studios and post-production technical facilities, securing of broadcasting to the internet) become important issues.

Guillaume Pierre, Director for Africa of Canal France International, based his remarks on three issues: 1) the question of size: the local level is of course essential as a reflection of daily reality but projects often require a scale of magnitude that go beyond the local dimension; 2) the question of participation and intervention method: the media restore a voice to those who had seen theirs confiscated, but “can we express ourselves forever without a filter?” and 3) the question of representation: the role of the media is essential in shaping identities that sometimes place particularism and universalism in opposition, but how can the balance needed between

particularism and universalism be achieved? Study of the relationship between media and local development shows that these are sensitive questions, essential but potentially dangerous, and that they require the promotion of common ideas.

The President of the African Governance Institute, **Ousmane Sy**, focused his comments on how local media relate to the radical reform of governance. Proximity is a factor that legitimises governance, since it places in direct relation social needs as perceived and experienced by actors and the public decision that responds to these needs. In this connection, local media can serve to protect public action against inconsistencies.

Younes Boumeyhdi, Director of HIT Radio and General Secretary of the Association of Moroccan Radio Broadcasters, relaunched the debate on the financing of local radios and raised the question whether, when all is said and done, and considering the similarity of the problems identified, the future of these media may not reside in their transformation into private commercial radios.



DIANA SENGOR

YOUNES BOUMEYHDI



Younes Boumeyhdi, Directeur de HIT Radio et Secrétaire général de l'Association des Radios du Maroc, a relancé le débat sur le financement des radios locales ou de proximité et s'est demandé si, en définitive et compte tenu de la similitude des problèmes identifiés, l'avenir de ces médias ne se trouvait pas dans leur transformation en radios privées commerciales.

Lors des échanges à la suite des différentes contributions, il a été admis que le soutien au développement sur la base d'une approche territoriale constitue l'échelon stratégique le plus pertinent pour une articulation et une planification plus pertinente entre le local et le national. Il faut alors, entre autres solutions, accorder une priorité à l'établissement de liens de partenariats entre les médias des deux territoires, dans le cadre d'une coopération décentralisée liant les collectivités territoriales européennes et africaines et, à l'évidence, encourager le jumelage des médias locaux dans le cadre de la coopération décentralisée.

Les participants ont recommandé:

- En matière de formation: le renforcement des capacités des animateurs et gestionnaires des médias locaux, des élus locaux et des groupes spécifiques de la société civile particulièrement marginalisés tels que les femmes et les enfants. Cette formation devrait porter sur les fondamentaux et les techniques en journalisme, les formats de production participatifs et interactifs, la mise à contribution des TIC et la gestion communautaire.
- Un soutien plus accru et plus pertinent à la production, à la diffusion et au partage de contenus de qualité.
- Une reformulation des cadres juridiques et une réorientation des environnements politiques des médias locaux allant dans le sens des réelles nécessités de développement local.

En conclusion de la deuxième journée de débats, **Bernard Petit** a notamment souligné à quel point la dimension locale du développement était importante aux yeux de la Commission européenne. Pour preuve, il a rappelé que l'édition 2008 des Journées européennes du Développement, prévues à Strasbourg, auraient précisément la dimension locale du développement comme thème principal. Il a, par ailleurs, également annoncé qu'une table ronde y serait consacrée aux résultats des débats de Ouagadougou. Aussi, a-t-il convié tout chacun à participer à ce grand rendez-vous de la famille du développement où, a-t-il conclu, «Davos rencontre Porto Alegre».



During the exchange of views on the different talks, it was acknowledged that support to development on the basis of a territorial approach constitutes the most appropriate strategic echelon for a more relevant intermeshing and planning between the local and national levels. Among other solutions, priority should be given to establishing partnership ties between the media of the two territories, in the framework of decentralised cooperation between European and African local and regional authorities and obviously to encourage twinning of local media as part of decentralised cooperation.

The participants recommended:

- On training: capacity building for presenters and managers of local media, for very isolated specific segments of civil society such as women and children, and for local officials. Such training should concern basics of journalism and techniques, participatory and interactive production formats, use of ICT and community management.
- Greater and more relevant support for production, broadcasting and sharing of quality content.
- Reformulation of legal frameworks and reorientation of the political environments of local media along the lines of real local development needs.

In his concluding remarks after the second day of debates, **Bernard Petit** stressed the importance the European Commission attaches to the local dimension of development, which will in fact be the main theme of the European Development Days 2008 in Strasbourg. One of the round tables at the Development Days will focus in particular on the results of the debates in Ouagadougou. Mr Petit invited everyone to participate in this important event for the development family, where “Davos meets Porto Alegre”.



Cérémonie de clôture du Forum

Un nouveau point de départ, une feuille de route pour la réflexion et l'action

La cérémonie de clôture du Forum s'est déroulée sous la Présidence du Premier Ministre du Burkina Faso, avec la participation du Président de la Commission de l'Union Africaine et du Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire.

Le Premier ministre du Burkina Faso, **Tertius Zongo**, a déclaré: «Les conclusions de ce forum constituent désormais la boussole qui doit guider nos Etats vers des actions concertées entre l'Afrique et l'Europe sur la problématique des médias. D'ores et déjà, je puis vous assurer que le Burkina Faso, pour sa part, les reprentra à son compte pour enrichir sa politique nationale de communication pour le développement ainsi que le plan d'appui à la création d'un tissu endogène d'entreprises médiatiques. J'invite chaque partie prenante, décideurs, professionnels et société civile, à s'approprier ces conclusions et à faire du Forum de Ouagadougou le point de départ d'une réflexion permanente sur l'action des médias au service du développement».

Le Président **Jean Ping** a notamment souligné «la nécessité de travailler d'arrache-pied pour en finir avec les stéréotypes et toutes les formes de préjugés qui, très souvent, caractérisent la production journalistique des médias du Nord quand il s'agit de l'Afrique. Les perceptions qui en résultent nuisent considérablement au continent et à son développement». Il a formé l'espoir que les recommandations de ce Forum marqueront le point départ d'une action résolue de la part de tous les acteurs concernés pour que l'information sur l'Afrique soit tout simplement plus exacte sur les difficultés mais aussi sur les réussites. Enfin, il a indiqué sa détermination à tout faire pour que les recommandations issues du Forum fassent l'objet du suivi nécessaire.

Le Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, **Louis Michel**, a pour sa part déclaré: «Ces deux jours passés à Ouagadougou ont donné lieu à des échanges passionnants, à des débats vigoureux et engagés. Vous avez confronté vos idées. Vous avez jeté dans ces échanges la force de vos convictions. Les idées nouvelles très nombreuses et les propositions concrètes ont généré une liste impressionnante de recommandations».

Forum closing ceremony

A new starting point, a roadmap for reflection and action

The Forum closing ceremony was presided by the Prime Minister of Burkina Faso, with the participation of the President of the African Union Commission and the European Commissioner for Development and Humanitarian Aid.

The Prime Minister of Burkina Faso, **Tertius Zongo**, declared: "The conclusions of this Forum constitute the compass that should guide our States to concerted action between Africa and Europe on media problems. I can already assure you that Burkina Faso will use them to nurture its national policy of communication for development and the plan in support of the creation of an endogenous base of media companies. I invite all the stakeholders – policy-makers, professionals and civil society – to take up these conclusions and to make the Ouagadougou Forum the starting point for continuing reflection on the action of the media at the service of development."

President **Jean Ping** highlighted the "necessity of working relentlessly to put an end to stereotypes and all forms of prejudice which often characterise the production of media from the North when covering Africa. The resulting perceptions are very damaging to the continent and its development." He expressed the hope that the Forum recommendations would mark the starting point of determined action by all the stakeholders so that information on Africa will simply be more accurate on difficulties but also on success stories. Mr Ping closed by stating he was determined to take all steps to ensure that the Forum recommendations are given the necessary follow-up action.

The European Commissioner for Development and Humanitarian Aid, **Louis Michel**, declared: "These two days in Ouagadougou gave rise to exciting, energetic and committed debates. You compared your ideas and debated your deep convictions. The many new ideas and practical proposals resulted in an impressive list of recommendations."



JEAN PING

LOUIS MICHEL

Il a fixé un premier rendez-vous aux Journées européennes du Développement qui se tiendront du 15 au 17 novembre 2008 à Strasbourg en France et où une conférence «Media & Développement» y restituera les principales conclusions de nos débats pour, déjà, faire un premier point sur les premières avancées obtenues.

Sur la base des discussions et des échanges engagés pendant le Forum, le Président de la Commission de l'Union Africaine Jean Ping et le Commissaire européen Louis Michel ont souhaité signer ensemble une feuille de route conjointe pour l'action sur le thème «Media et Développement» qui recense des principes et des lignes d'actions concrètes à court et moyen terme (cf. document en annexe).

Ce Rapport général a été préparé par:

Célestin Bekrou,

Consultant auprès de l'Autorité de régulation audiovisuelle de Côte d'Ivoire, et

Félix Zogo,

Conseiller au Ministère de la Communication du Cameroun

Sous la coordination de:

Mactar Silla,

Consultant, Directeur général du Groupe Spectrum TV, Président de l'Association privée des producteurs et télévisions d'Afrique (APPTA)



TERTIUS ZONGO

He invited participants to meet again at the European Development Days, to be held from 15 to 17 November 2008 in Strasbourg, France, where a Media & Development conference will sum up the main conclusions of these debates and present an initial review of the progress already made.

On the basis of the discussions and interactions during the Forum, African Union Commission President Jean Ping and European Commissioner Louis Michel signed a joint roadmap for action on the theme of Media and Development, which sets out the principles and practical lines of action for the short and medium term (cf. attached document).

This General report was drawn up by:

Célestin Bekrou,

Consultant, Broadcasting Regulation Authority, Côte d'Ivoire

Félix Zogo,

Adviser, Communication Ministry, Cameroon

Edited by:

Mactar Silla,

Consultant, General Manager of Groupe Spectrum TV, President of the African Association of Private Producers and TV Broadcasters (APPTA)

Conclusions du FORUM MEDIA & Développement

Feuille de route conjointe pour l'action de la Commission de l'Union Africaine et de la Commission européenne.

Le Forum Media et Développement entend être la première étape d'un processus dynamique entre les médias et le développement.

Les médias sont des acteurs essentiels à la réussite du développement et à la construction d'Etats démocratiques.

Ce Forum a débattu de toutes les grandes questions qui sont liées à cette thématique. Comment garantir l'indépendance des médias face aux intérêts économiques ou politiques. Comment protéger juridiquement les organes de presse et les journalistes? Comment financer une presse pluraliste? Comment organiser une formation adéquate des journalistes aux techniques d'investigation et à la recherche de la vérité? Comment définir les droits et obligations de la presse? Comment faire contribuer les médias à des politiques de développement efficaces? Comment lutter contre les stéréotypes véhiculés sur l'Afrique en Europe et sur l'Europe en Afrique? Comment favoriser l'émergence de médias de qualité à l'échelle locale, nationale et internationale? etc.

Le Forum Media et Développement a dégagé des positions communes quant au rôle de médias libres et incontournables pour construire des Etats justes et impartiaux fondés sur des élections libres et justes, un système administratif, politique, judiciaire et économique garantissant l'accès égal à tous les citoyens, à une démocratie vivante et à une prospérité équitablement partagée.

Le Forum Media et Développement organisé par la Commission de l'Union Africaine et la Commission européenne en association avec l'Organisation Internationale de la Francophonie, le Commonwealth et la Comunidade dos Países de Língua Portuguesa, réuni à Ouagadougou du 11 au 13 septembre 2008, propose entre autres aux Etats:

- de mettre en place le cadre institutionnel garantissant aux médias leurs droits et devoirs, leur indépendance et leur liberté d'expression;
- de garantir le débat public, l'égal accès des partis politiques, associations et représentants de la société civile aux médias publics et privés;

- de garantir aux journalistes l'accès aux sources d'information, le secret de leurs sources ainsi qu'une protection juridique leur permettant l'exercice de leur profession de manière indépendante et impartiale;
- de mettre en œuvre des programmes de formation à l'attention des professionnels de la presse fondés sur un code déontologique et sur une information traitée avec probité;
- de favoriser la création de sociétés de rédacteurs;
- d'imposer aux opérateurs des médias notamment audiovisuels, le respect du principe d'égalité de traitement, de pluralisme et de non-discrimination;
- de créer des instances de régulation indépendantes dotées des moyens nécessaires et qui garantissent les droits et devoirs des médias;
- d'encourager la création de médias audiovisuels et écrits de proximité afin qu'ils soutiennent l'appropriation, la cohésion sociale, qu'ils aident à l'émergence d'une société civile vigilante;
- de financer par des budgets publics et/ou privés des organes de presse pour assurer la liberté et la pluralité des opinions;
- d'encourager le développement d'entreprises audiovisuelles indépendantes;
- de favoriser les échanges de programmes entre médias d'information Afrique/Afrique et Afrique/Europe.

Le Forum Media et Développement propose également aux responsables et représentants de la presse:

- lutter contre les stéréotypes et rendre compte des réalités africaines de manière objective et équilibrée;
- le respect scrupuleux d'une recherche systématique de la vérité en s'abstenant de relayer des rumeurs non vérifiées ou non fondées;
- de ne pas sélectionner ou occulter de manière partisane des informations essentielles;
- de ne pas altérer le sens des textes et des documents;

Conclusions of the MEDIA & Development Forum

Joint roadmap for the action of the African Union Commission and the European Commission

The Media and Development Forum is meant to represent the first phase of a dynamic process between the media and development.

The media are crucial players for the success of development and the construction of democratic states.

This Forum debated all the major issues related to this subject: how to guarantee the independence of the media from economic and political interests; how to protect press organs and journalists legally; how to finance a pluralistic press; how to organise appropriate training for journalists in investigation techniques and exposing the truth; how to define the rights and obligations of the press; how to get the media to contribute to effective development policies; how to combat stereotypes about Africa in Europe and Europe in Africa; how to foster the emergence of quality media at local, national and international level; etc.

The Media and Development Forum identified common positions on the role of free and indispensable media in building fair and impartial states founded on free and fair elections, an administrative, political, judicial and economic system guaranteeing equal access to all citizens, a living democracy and fairly shared prosperity.

The Media and Development Forum organised by the African Union Commission and the European Commission, in association with the Organisation Internationale de la Francophonie, the Commonwealth and the Comunidade dos Países de Língua Portuguesa, meeting in Ouagadougou from 11 to 13 September 2008, proposes inter alia to the States:

- to put in place the institutional framework that guarantees the media's rights and responsibilities, independence and freedom of expression
- to guarantee public debate, equal access for political parties, associations and representatives of civil society to the public and private media

- to guarantee to journalists access to sources of information, the secrecy of their sources and the legal protection allowing them to practice their profession independently and impartially
- to implement training programmes for press professionals based on a professional code of ethics and on information treated with integrity
- to encourage the creation of societies of journalists
- to oblige media operators, in particular in the audiovisual media, to respect the principle of equal treatment, pluralism and non-discrimination
- to create independent regulatory bodies to which sufficient resources are allocated and which guarantee the rights and responsibilities of the media
- to encourage the creation of local audiovisual and print media so that they may support take-up and social cohesion, and contribute to the emergence of a vigilant civil society
- to finance press organs out of public and/or private budgets to guarantee the freedom and plurality of opinions
- to encourage the development of independent audiovisual media
- to encourage programme exchanges between different news media in Africa and between Africa and Europe
- to combat stereotypes and report on African realities in an objective and balanced way
- to respect scrupulously the systematic search for truth and to refrain from spreading rumours that have not been verified or are groundless
- not to select or eclipse essential news in a partisan manner
- not to alter the meaning of texts and documents

- de s'interdire toute forme d'exaltation partisane qui viserait à inciter à la violence ou à sa banalisation;
- de les inciter à ne pratiquer aucune censure directe ou indirecte.

Le Forum propose entre autres d'engager immédiatement les actions suivantes:

- **Financer des programmes de formation multiformes** pour préparer au journalisme, mais aussi aux nouveaux métiers, aux nouvelles techniques, à l'investigation, à la gestion d'entreprises de médias. La remise à niveau des centres de formation de journalistes au niveau régional ainsi que des programmes de formation continue qui seraient donnés sur le terrain en Afrique.
- **Orienter une partie des financements liés à la gouvernance vers les médias au vu de leur rôle de contrepouvoir dans une société démocratique.**
- **Lancer des projets pilotes de médias de proximité et d'échanges entre médias au niveau africain dans un esprit de mutualisation des moyens humains, financiers et matériels.**
- **Lancer un Forum Media et Développement permanent pour des échanges continus sur les médias aux niveaux africain, européen, panafricain, paneuropéen et Afrique-Europe afin de poursuivre le travail engagé et rassembler d'autres propositions ou commentaires sur le sujet.**
- **Aider aux jumelages, aux mises en synergies et aux échanges entre écoles de journalisme ou entre médias européens et africains dans une convergence multisupports.**
- **Organiser le suivi de la mise en place des recommandations sous les formes et mécanismes les plus appropriées (événement annuel, utilisation du portail, rencontres périodiques).**
- **Agir pour l'éducation des plus jeunes et de toutes les parties prenantes à l'importance des médias notamment les décideurs des différentes pouvoirs.**
- **Soutenir les associations et organisations des médias et de journalistes qui contribuent à défendre leur intérêt et la liberté de la presse.**

- **Financer des infrastructures d'accès aux Nouvelles Technologies de l'information et de la communication.**
- **Créer des plateformes d'échanges entre médias et ONG pour que la société civile et les populations défavorisées et rurales puissent faire davantage entendre leur voix.**

Le Forum se fixe à court terme:

- **l'élaboration d'une charte fixant les droits et devoirs des médias;**
- **la création, la mise en place et l'actualisation d'un portail panafricain de tous les médias** qui permettrait de dresser un Etat des lieux de l'existant tout en constituant une vitrine locale et internationale qui fédère l'Afrique médiatique;
- **la mise en place d'un observatoire panafricain des médias composé de personnalités éminentes reconnues pour leur indépendance dans leur secteur de compétences et chargés d'accueillir les doléances et les demandes de recours avec pour objectif de régler les contentieux en premier lieu par la médiation. Cet observatoire pourrait avoir le statut juridique d'un médiateur.**

Au terme de ce forum, les travaux doivent continuer avec comme prochain rendez-vous les Journées européennes du développement et l'ambition conjointe de faire aboutir tous ces projets concrets entre nos deux institutions.

Fait à Ouagadougou, le 13 septembre 2008,

Pour la Commission
de l'Union Africaine,

M. Jean Ping
Président
Commission
de l'Union Africaine

Pour la Commission
européenne,

M. Louis Michel
Commissaire européen
au Développement
et à l'Aide humanitaire

- **to refrain from any form of partisanship aiming to incite to violence or to make violence commonplace**

- **not to practice direct or indirect censorship.**

The Forum proposes inter alia to undertake the following actions immediately:

- **To finance multiform training programmes** for careers in journalism, but also in new lines of work, new techniques, investigation and media business management; the upgrading of journalist training centres at regional level and of ongoing training programmes to be implemented on the ground in Africa
- **To steer part of the financing earmarked for governance to the media, given their role of challenging the authority in a democratic society**
- **To launch local media pilot projects and exchanges between media at African level in a spirit of pooling of human, financial and material resources**
- **To launch a permanent Media and Development Forum for ongoing exchanges at African, European, pan-African, pan-European and Africa-Europe level, in order to continue its work and gather other proposals or comments on the subject**
- **To provide assistance for twinnings, the development of synergies and exchanges between schools of journalism or between European and African media in a multimedia convergence**
- **To organise follow-up of the development of recommendations in the most appropriate forms and mechanisms (yearly event, use of the portal, regular meetings)**
- **To take action to educate the youngest and all other stakeholders about the importance of the media, in particular decision-makers at different levels of authority**
- **To support associations and organisations of media and journalists that help defend their interests and freedom of the press**
- **To finance infrastructures offering access to the new information and communication technologies**

- **To create platforms for interaction between media and NGOs so that civil society and less-favoured and rural populations can make their voices better heard.**

The Forum sets the following short-term objectives:

- **drafting of a charter laying down the rights and responsibilities of the media**
- **the development, setting up and updating of a pan-African portal for all media**, which could be used to draw up a state of play on what exists to date and would constitute a local and international showcase shared by all the media in Africa
- **the organisation of a pan-African media observatory composed of eminent figures recognised for their independence in their sphere of competence and charged with addressing claims and applications for remedy with the objective of settling disputes first and foremost through mediation. This observatory could have the legal status of a mediator.**

Work must continue after the conclusion of this Forum, notably at the forthcoming European Development Days. The joint ambition is to bring these practical projects between our two institutions to successful conclusion.

Done at Ouagadougou, 13 September 2008,

For the African Union
Commission,

Mr Jean Ping
President
African Union
Commission

For the European
Commission,

Mr Louis Michel
European Commissioner
responsible for
Development and
Humanitarian Aid

